

**MARDI 7 OCTOBRE 2014**

*« Voir » la fin de la civilisation industrielle.*

- = **Espèce humaine : Extinction des dettes pharaoniques en vue par disparition des débiteurs et des créanciers p.2**
- = **Entre Russie et Chine, les échanges économiques se multiplient p.4**
- = **Zone euro : la BCE confrontée à une opposition solide côté Allemagne p.5**
- = **« La débancairisation, pourquoi et comment ?... » p.7**
- = **Les dix plus gros consommateurs d'énergie du monde p.16**
- = **La Fed remonterait-elle ses taux ? p.19**
- = **Compte à rebours du sommet des 23 et 24 octobre p.21**
- = **L'ombre du risque financier, le risque du shadow p.22**
- = **'La zone euro est condamnée à des décennies de stagnation économique' p.27**
- = **Supprimer le cash pour juguler les récessions ! p.29**
- = **Bourse de Moscou : et maintenant, le pétrole... p.31**
- = **Total réduit ses coûts et revoit ses ambitions dans la production p.33**
- = **Pétrole : le secteur commence à ressentir les effets des sanctions contre la Russie p.36**
- = **La France est devenue la capitale mondiale du pessimisme p.37**
- = **Arabie Saoudite : guerre des prix du baril pour des parts de marché ? p.41**
- = **10 raisons de rester en ville en cas de chaos p.44**



## VIDÉOS du JOUR



**Piero San Giorgio au Québec**

[http://www.blue.name/Des\\_Videos\\_Remarquables.php?NumVideo=7661](http://www.blue.name/Des_Videos_Remarquables.php?NumVideo=7661)



**L'humeur d'Olivier Delamarche du 6 octobre 2014**

Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-pascale-auclair-cac-40-vers-un-retour-en-recession-de-la-zone-euro-0610-12-327113.html>

et

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-pascale-auclair-etats-unis-une-hausse-du-taux-directeur-de-la-fed-serait-elle-envisageable-0610-22-327122.html>



## Espèce humaine : Extinction des dettes pharaoniques en vue par disparition des débiteurs et des créditeurs

Qui perd gagne Posted on 5 octobre 2014 (AFP / 04 octobre 2014)

### **Extinction de l'Espèce humaine en vue**

Est il déjà trop tard ?

Des lauréats du Nobel sonnent l'alarme sur l'état de la planète .

Plusieurs lauréats du Nobel vont mettre à profit la semaine de remise des célèbres prix pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état de la Terre, gravement malade, mettant toute leur autorité dans un plaidoyer en faveur d'une révolution des comportements humains.

Seule une utilisation plus intelligente et plus raisonnable des ressources permettra de sauver les écosystèmes dont l'humanité dépend, veulent rappeler ces onze personnalités, principalement des scientifiques, réunies à Hong Kong à partir de mercredi, parallèlement à l'attribution à Oslo des Nobel 2014.

**La situation est catastrophique**, souligne Peter Doherty, colauréat 1996 du prix Nobel de médecine, qui participera à cette conférence de quatre jours, la 4e d'une série initiée par les Nobel et consacrée à l'état de la planète.

- Réchauffement du climat, déforestation, détérioration des sols et des ressources en eau, acidification des océans, pollutions chimiques, maladies liées à l'environnement, la liste des plaies planétaires est longue et ne cesse de s'allonger, relève-t-il.
- Ce qui signifie que les consommateurs, les entreprises et les politiques doivent désormais soupeser toutes leurs actions, explique M. Doherty à l'AFP.
- Nous devons penser durabilité – durabilité alimentaire, durabilité de l'eau, durabilité des sols, durabilité de l'atmosphère, insiste-t-il.

A Hong Kong, les Nobel se pencheront sur le défi que représente la hausse

possible des températures de +4°, soit le double de la limite de +2° que s'est fixée la communauté internationale.

Derrière leurs préoccupations, se trouve le constat sans cesse confirmé, et chiffré, que **l'humanité vit au-dessus de ses moyens**.

**Ainsi le rapport Planète Vivante 2014 du WWF rendu public mardi rappelle-t-il qu' à l'heure actuelle, l'être humain dévore une Terre et demie par an**.

**Autrement dit, nous consommons 50% de ressources naturelles de plus que ce que la planète est capable de régénérer.**

Le péril semble imminent, constate l'astrophysicien australo-américain Brian Schmidt, colauréat du Nobel 2011 de physique pour sa démonstration de l'accélération de l'expansion de l'Univers.

Notre consommation de ressources croît de manière exponentielle, afin de servir les quelque 9 milliards de personnes annoncées sur la terre d'ici 2050, qui veulent mener la vie que nous menons en Occident, souligne-t-il.

**Nous sommes sur le point de créer plus de dommages au cours des 35 prochaines années qu'au cours des 1.000 précédentes.**

Pour l'Israélienne Ada Yonath, colauréate du Nobel 2009 de chimie, il ne s'agit pas juste de préserver les animaux et les plantes: l'humanité doit aussi être plus prudente à l'égard de ressources comme les antibiotiques.

- L'énergie et encore l'énergie -

Quelles solutions alors? Plusieurs Nobel voient dans l'énergie une priorité.

Les énergies fossiles doivent être remplacées le plus vite possible par des ressources plus propres et des technologies nouvelles dont, étape tout aussi cruciale, doivent aussi bénéficier rapidement les pays émergents.

Car si ces Etats restent à l'écart, ils auront encore et toujours recours à des ressources fossiles pour se développer. Ce qui conduira à une modification climatique majeure et pourrait bien déstabiliser une large portion de la population mondiale, prévient Brian Schmidt.

Autre préoccupation, retirer les oeillères d'une partie de l'opinion sur ces sujets – tout en expliquant patiemment au public pourquoi le changement peut être à son avantage.

George Smoot, colauréat 2006 du Nobel de physique pour ses travaux sur le Big Bang à l'origine de l'Univers, donne l'exemple de l'éclairage au LED, qui remplace de plus en plus les traditionnelles ampoules à incandescence.

Mais une belle innovation ne suffit pas, ajoute-t-il. Elle doit être utilisée largement, et cela commence avec la compréhension de chacun. Alors il nous faut des solutions — pour que les autorités autorisent et encouragent, pour que les gens adoptent. Cela marche quand tout le monde comprend les bénéfices, à la fois pour l'ensemble et pour chacun.

## **Entre Russie et Chine, les échanges économiques se multiplient**

07 oct 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le dollar grimpe. Pour l'instant. Mais la tendance de long terme pour le billet vert — comme pour l'empire américain — est probablement à la baisse. La part du PIB mondial produite par les Etats-Unis diminue. La part de commerce mondial qui entre et sort des Etats-Unis est elle aussi en déclin. La part de l'Amérique dans la population mondiale se réduit — quoique pas aussi rapide que celle de l'Europe ou du Japon. Les Etats-Unis vieillissent... avec des personnes âgées... des industries âgées... des technologies âgées... un gouvernement âgé... des institutions âgées... Le système d'autoroutes américain a été construit il y a 50 ans. Le réseau ferroviaire est encore plus vieux. Et les débuts du système de Sécurité sociale remontent à près de 80 ans.

Non que nous ayons quoi que ce soit contre les personnes ou les choses âgées — nous en devenons une. Mais quand on prend de l'âge, on n'augmente pas ; on se rabougrit.

Voici le site Russia Insider avec une raison supplémentaire de soupçonner que le dollar et l'empire qu'il soutient sont condamnés à se flétrir.

*"Le 23 septembre, la Bourse de Moscou a accepté d'approuver les échanges en dollars de Hong Kong, sur la demande d'une série d'entreprises russes. C'est une décision importante pour la place moscovite, des entreprises comme Sberbank et Gazprom ayant déjà prévu de lever des milliards de dollars de devises asiatiques comme le yuan, le dollar de Hong Kong et le dollar de Singapour.*

*La demande en devises chinoises en Russie a connu un pic après les sanctions et les accords commerciaux annoncés avec la Chine plus tôt dans l'année. Les échanges en yuans sur la place ont été multipliés par 10 depuis l'année dernière et ont enregistré une hausse de 26% entre août 2013 et août 2014. Septembre est en passe de battre un nouveau record, avec des gains en pourcentage à deux chiffres sur le mois.*

*Cette évolution est la dernière pièce du puzzle cimentant le nouveau modèle économique russe : l'intégration avec l'Asie. Cela signifie également que l'Occident pourrait avoir perdu la Russie pour toujours, cette annonce suivant la nouvelle que la troisième plus grande banque du pays, Gazprombank, a commencé à émettre des cartes avec le Chinois UnionPay.*

*La Chine est déjà le plus grand partenaire commercial de la Russie, représentant 11% de tout le commerce russe, et les deux pays visent un minimum de 200 milliards de dollars de commerce mutuel d'ici 2020 — dont ils souhaitent régler la moitié en roubles et en yuans".*

Tout ça vous déprime ? Mais non, réjouissez-vous. Nous sommes encore dans la plus grande expansion de crédit de tous les temps. Les banques centrales continuent de bricoler les taux d'intérêt. L'excès de liquidités commence à s'épuiser... mais il en reste encore assez pour faire une jolie fête.

Même si tout ça devra finir un jour, bien entendu.

## **Zone euro : la BCE confrontée à une opposition solide côté Allemagne**

07 oct 2014 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Ah, on sent bien que la crise économique est loin derrière nous ! Un vent nouveau souffle sur l'Europe, symbolisée par la fière équipe, solidaire et soudée que vient de constituer Jean-Claude Juncker.

Une Europe conquérante, sûre d'elle, confortée par une BCE qui peut enfin s'appuyer sur une Bundesbank tout acquise à la stratégie de Mario Draghi.

Certains d'entre vous souriront à la lecture de cette introduction en forme de

provocation. D'autres s'arracheront les cheveux devant le tableau consternant que constitue l'actualité des dernières 48 heures, avec des titres comme "équilibre de la terreur à Bruxelles", "la commission Juncker au milieu d'un champ de mines", ou encore "les rachats d'ABS transforment la BCE en *bad bank*" (dans le quotidien *Münchner Merkur*).

Imaginez comment nos rivaux sur l'échiquier économique mondial doivent se tenir les côtes en voyant les Européens se menacer d'exclusion réciproque de leurs représentants au sein de la nouvelle commission de Bruxelles, les membres de la BCE s'entre-déchirer au sujet des TLTRO, s'accuser de mettre cyniquement les contribuables en danger.

### ▪ De pire en pire...

Ils doivent se demander comment peut-on se couvrir à ce point de ridicule en décrédibilisant dès leur nomination le tiers des commissaires européens. Le comble de l'humiliation étant infligé à Pierre Moscovici, déjà flanqué de deux vice-présidents pour gérer le portefeuille des affaires économiques, et dont le grand oral jeudi dernier s'est transformé en réquisitoire contre son action au sein du gouvernement français.

Il a si peu convaincu ses examinateurs qu'il se voit contraint de rédiger par écrit — c'est une grande première — une "profession de foi" dans laquelle il devra s'engager à se montrer intransigeant sur les questions d'équilibre budgétaire.

Par ailleurs, l'Anglais Jonathan Hill, titulaire du portefeuille de la finance et des marchés, suscite la méfiance viscérale de Berlin. En effet, il est ouvertement pro-*eurobonds* (partisan d'une BCE agissant comme la Bank of England) mais il ne semble pas maîtriser vraiment son sujet.

La pire nomination, cependant, est peut-être celle de Miguel Arias Canete, pour le portefeuille de l'énergie et du climat. Canete n'est autre que le fondateur de deux compagnies pétrolières (Petrolifera Ducar et Petrologis Canarias) dont il a revendu les parts *in extremis* le 18 septembre, avant que sa candidature soit proposée pour intégrer l'équipe de Jean-Claude Juncker.

Qu'il s'agisse de Pierre Moscovici, de Jonathan Hill et surtout de Miguel Arias Canete, autant nommer un fabricant de vodka pour présider la commission chargée de la lutte contre l'alcoolisme.

Si un seul de ces trois candidats est "débarqué", les deux autres se feront

déboulonner (c'est cela "l'équilibre de la terreur").

Mais comment peut-on se montrer aussi désuni au moment de mener des négociations cruciales comme le TAFTA (redéfinition des règles commerciales transatlantiques) ou de tenter d'éviter une escalade du conflit russo-ukrainien... Cela alors que les Américains semblent déterminés à jeter de l'huile sur le feu jusqu'à ce que Vladimir Poutine se lance à son tour dans le jeu des sanctions et mesures de rétorsion coûteuses pour nos économies occidentales.

#### ▪ **Les oppositions ne manquent pas**

En ce qui concerne la BCE qui s'était déclarée prête à tout entreprendre pour sauver l'euro, il semble qu'elle ait franchi la ligne jaune aux yeux de la Bundesbank lorsqu'elle a annoncé envisager l'achat de dette grecque et chypriote dont la notation est inférieure de plusieurs crans au niveau requis pour être accepté comme "collatéral" (afin d'obtenir des liquidités toutes fraîches).

Markus Söder, le ministre bavarois des Finances, dénonçait ce week-end cette stratégie digne d'une *bad bank* ; il presse le gouvernement d'Angela Merkel de s'y opposer résolument.

Georg Fahrenschon, président des Caisses d'épargne allemandes, affirme que la BCE avait créé un cercle vicieux. Sa politique monétaire visant à écraser artificiellement la courbe des taux dispense les pays endettés de faire des réformes (non, non, bien sûr que non... ce n'est pas la France qui est visée puisqu'elle a pris des "mesures très ambitieuses" !).

Jens Weidmann, président de la Buba, a réaffirmé pour sa part son opposition à un transfert du risque contenu dans des produits de créance structurées vers le contribuable, garant en dernier ressort de la solvabilité de la banque centrale).

Autant d'avis dont la Cour constitutionnelle européenne et celle de Karlsruhe devront tenir compte.

J'exagère sans doute, mais alors que beaucoup d'économistes estimaient que les pays endettés (du sud) feraient bien de quitter l'euro — c'était un argument de poids quand le dollar était sous les 1,40/euro...

... C'est peut-être bien l'Allemagne qui pourrait vouloir sauvegarder, même en faisant cavalier seul, l'euro/deutschemark (une devise forte) auquel la

Bundesbank, le patronat et une bonne partie du personnel politique allemand sont attachés.

## « La débancairisation, pourquoi et comment ?... »

Charles Sannat 7 octobre



**Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !**

### **Pourquoi il faut protéger son patrimoine en 3 raisons**

**La dette** de l'État français dépasse aujourd'hui les 2 000 milliards d'euros et est sensiblement équivalente à une année de PIB. On ne tient pas compte dans ce cumul des dettes de la sécurité sociale par exemple ou encore de celles des collectivités locales. On prend encore moins en compte le financement à venir des retraites dont on a pourtant une connaissance approfondie concernant les montants qui devront être engagés.

Il faut également avoir à l'esprit que notre **PIB est à 57 % issu de la dépense publique**. En clair, c'est parce que l'État paie des fonctionnaires, des fournisseurs, qu'il verse des subventions ou encore des prestations sociales qu'il y a de l'activité économique en France et cette activité est à 57 % liée aux dépenses publiques. Il faut donc bien comprendre que la seule création de richesse privée ne représente elle que 43 % de notre PIB. Il est évident que les 43 % de la création de richesse ne peuvent pas financer les 57 % de dépenses publiques quand bien même la création de richesse privée (les 43 %) seraient taxés à 100 % !! Le déficit est donc incontournable. La dette



est une donnée du système dans lequel nous nous trouvons et il n'y a aucun espoir qu'il en soit différemment dans les années qui viennent, qu'elles que soient les annonces réalisées par ce gouvernement, les précédents et les suivants.

Enfin, **il n'y a pas plus de croissance économique**. Le mécanisme de la dette, qu'elle soit privée ou publique, repose sur la promesse des gains futurs qui permettront de rembourser le crédit. Au niveau d'un État, ces revenus futurs c'est la croissance économique exprimée en pourcentage du PIB. Pas de croissance = pas de remboursement de la dette. Or depuis 40 ans, je dis bien depuis 40 ans, la croissance de la décennie en cours est inférieure à la croissance moyenne de la décennie passée. Nous sommes arrivés à la croissance moyenne de 0 % sur 10 ans.

Si vous prenez donc ensemble ces 3 éléments, et je pourrais en rajouter encore de très nombreux mais disons qu'il s'agit des plus importants et des plus structurants, à savoir un stock de dette d'au moins 3 fois le PIB (lorsque l'on additionne tous les types de dettes), un PIB formé à 57 % par de la dépense publique et une croissance moyenne proche de 0, vous avez un cocktail détonant menant inéluctablement à la faillite de l'État.

C'est cette logique que je viens d'exprimer qui doit vous amener à vous demander pourquoi laisser votre patrimoine exposé dans un tel contexte.

### **Débancaiser c'est quoi ?**

Lorsque nous parlons des 2 000 milliards d'euros de dettes de la France, il faut bien avoir à l'esprit là encore comment fonctionne le système et donc l'épargne des ménages. Prenons l'exemple de l'assurance vie, placement préféré de nos concitoyens.

Pour ceux qui n'auraient pas encore compris comment fonctionne leur beau et sublime contrat d'assurance vie soi-disant garanti, le mécanisme est le suivant : un fonds euros est composé à environ 80 % d'obligations d'État, c'est-à-dire de titres de dette émis par ces pays. Ces pays versent chaque année des intérêts à ses créanciers avec de l'argent qu'ils n'ont pas et qu'ils empruntent à d'autres créanciers et souvent aux mêmes si vous avez épargné à nouveau durant l'année !

Le rendement, c'est-à-dire le taux d'intérêt que vous percevez, est en réalité payé par les États qui ont dû vous emprunter un peu plus pour le faire et vous

est reversé par votre intermédiaire financier qui, au passage, prend sa commission (appelé frais de gestion). L'État ensuite vous taxe votre rendement... En clair, si l'on pousse la logique jusqu'au bout, vous vous payez vous-même votre propre rendement moins les taxes et les frais... Absurde ! Une fois que vous avez compris cette réalité, vous fuirez ! Si vous êtes complètement fada, vous pouvez continuer... mais là, c'est votre problème.

Ne me parlez donc pas de rendement ou d'intérêts ou encore de placements garantis qui rapportent ! Cela n'existe plus depuis bien longtemps et les épargnants vivent dans une grande illusion, raison pour laquelle ils se feront massacrer dans quelques temps. Si vous voulez gagner... vous perdrez ! Si vous acceptez de perdre... vous en sauverez au moins une partie !

**Débancaiser c'est donc baisser sa sensibilité personnelle au système financier**, aux banques et aussi, ne les oublions pas, aux compagnies d'assurance vie.

Je précise bien ma pensée pour qu'il n'y ait pas d'erreur de compréhension je parle bien de baisser, de diminuer sa sensibilité, pas de fermer la totalité de ses comptes en banque et de vivre qu'avec des tas de billets planqués sous le matelas...

Pourquoi ? Tout simplement parce que dans notre monde moderne tel qu'il est organisé, il est très difficile de vivre sans compte bancaire ne serait-ce que pour la gestion de ses prélèvements ou de ses virements. C'est une évidence, cela va sans dire, mais nettement mieux en le disant !!

Bref, même si vous aurez toujours un peu de sous à la banque, l'idée c'est d'avoir à l'esprit qu'il faut baisser sa sensibilité au risque de défaillance de l'État et donc de défaillance du système bancaire ou des produits d'épargne. Ayez toujours en tête l'exemple de Chypre où les épargnants ont perdu jusqu'à 80 % des sommes qu'ils avaient à la banque.

**Conclusion : vous devez mener une véritable réflexion patrimoniale centrée autour de votre allocation d'actifs.** Combien d'actifs financiers et pour quoi faire ? Quelle quantité d'actifs tangibles et pour quoi faire ?

En cas de faillite, tout cela n'est finalement réduit qu'à un jeu d'écriture et de croyance. Tous les mois, votre employeur vous donne un papier nommé « fiche de paie ». Votre banque vous envoie un autre papier sur lequel elle reporte le chiffre qu'il y a en bas du papier reçu de l'employeur. Vous allez

avec votre CB chez un commerçant faire vos courses. Vous payez. De la machine à care (TPE) sort un petit bout de papier (ticket qui en plus s'efface au bout de quelques semaines) que le commerçant range précieusement dans sa caisse (cela me fait toujours rire puisque cela ne sert à rien). Le commerçant est tout content avec son petit ticket blanc... mais lui n'a rien. Non seulement il n'a qu'un petit bout de papier mais en plus c'est vous qui êtes parti avec les boîtes de conserve... Vous avez échangé le virtuel et la confiance dans des octets électroniques et des petits bouts de papier plus ou moins grands contre un actif tangible, votre boîte de raviolis. Si tout le système s'effondre, votre commerçant n'aura plus rien. Vous aurez encore cette boîte de raviolis dans le Caddie. Comprendre cela c'est comprendre la logique de la débancairisation, c'est-à-dire la réallocation plus ou moins importante de votre patrimoine financier vers des actifs tangibles dont vous aurez toujours la pleine et entière possession, même en cas d'effondrement du système financier ou des dettes ou de l'État français.

### **Alors quelles sont vos possibilités d'actifs tangibles pour migrer tout ou partie de votre épargne vers ces derniers ?**

Les actifs tangibles sont, contrairement aux idées reçues, très nombreux. Cela va d'une voiture (qui peut aussi être un outil de travail) aux actions (au nominatif) en passant par les objets d'art, les bijoux ou encore les bouteilles de vin ! Tous ne se valent pas. Tous n'ont pas la même valeur d'usage. Un tableau se regarde, une bouteille se boit ! Tous ne sont pas facilement échangeables, tous ne sont pas fractionnables (on peut revendre une pièce d'argent mais pas un morceau de la Joconde). Tous n'ont pas non plus le même potentiel d'appréciation et tous ne sont pas accessibles. On peut généralement s'offrir une pièce d'argent à 15 euros, plus difficilement un Picasso !

Je vous parlerai donc d'une sélection d'actifs tangibles qui me semble la plus pertinente dans le monde d'aujourd'hui et pour se préparer au mieux au monde qui vient. Il ne s'agit pas d'une vérité absolue. Chacun verra midi à sa porte. L'essentiel c'est surtout la réflexion personnelle que vous mènerez. Il n'y a pas de mauvais choix. Celui qui aime le vin ne voudra pas d'or et que des bonnes bouteilles ! Enfin, dernier grand principe : on ne met jamais tous ses œufs dans le même panier et c'est aussi valable pour les amateurs de bouteilles !

1/ Les terres agricoles et les forêts. J'en parle depuis plusieurs années et je maintiens cette analyse. La terre et la forêt sont la richesse de demain et certainement le meilleur placement des 30 prochaines années comme ce fut le cas dans les 30 dernières... pour l'assurance qui aujourd'hui ruintera les épargnants soit sous forme de taxe soit sous forme de faillite des contrats sur fond de banqueroute des États.

Pour ceux qui ne peuvent pas acheter une forêt de 250 hectares... une maison à la campagne avec un grand jardin le plus grand possible sera également un excellent placement, surtout que les prix des résidences secondaires sont en très très forte baisse. C'est le moment d'en profiter. Essayez de sélectionner une zone dans laquelle vous voyez vivre sans problème en cas justement de problème et dans laquelle vous pourrez avoir tout de même accès à des services supports comme un hôpital et de quoi scolariser des enfants sans oublier une gare. Généralement, les petites villes de province correspondent à ces descriptions (de 10 à 30 000 habitants).

2/ Ceux qui veulent impérativement investir sur les actions le peuvent. Mais attention, pas n'importe comment. Au nominatif pur ! Je m'explique. Une action est un titre de propriété. Une part d'une entreprise. Cela a une véritable valeur même si cette dernière fluctue dans le temps. Cela a une valeur à condition d'être réellement le propriétaire de ce titre de propriété, ce qui n'est pas le cas lorsque vous passez par un fonds financier quelconque.

Vous pouvez détenir ces titres directement sur les livres comptables de l'entreprise. Hors banque. Contactez directement les services nominatifs des grands groupes (ils en ont tous). En plus, comme chez Air Liquide, vous aurez des avantages supplémentaires en tant qu'actionnaires directs.

3/ L'or et l'argent. C'est une évidence. Le maximum d'or et d'argent. Achetez en tous les mois. Lissez votre cours d'achat. Peu importe qu'il monte ou baisse. Achetez. Cela vaudra bientôt très cher surtout lorsque les Chinois adosseront le yuan à l'or. D'où également, même si la prime est un peu élevée, la possibilité d'investir sur les pandas chinoises qui sont parmi les plus belles pièces d'or actuelles au monde et qui ont cours légal en Chine en yuan. C'est la seule façon pour nous ou presque d'acheter du yuan chinois en plus sous forme d'or. Pile je gagne, et face aussi. Nous pouvons aussi le stocker hors de France et hors Union européenne et le plus légalement du monde... ou alors on peut attendre que l'État vienne se servir sur nos comptes...

4/ Le plan épargne boîtes de conserve. Je vous en parle très régulièrement. Achetez une bicoque avec un potager. Achetez des graines, des outils, des couvertures, des poêles à bois, rentrez du bois et des conserves, remplissez votre garde-manger au maximum, stockez des médicaments, et de façon générale tout ce qui vous sera utile pour vivre le plus indépendamment possible de la société. L'autarcie est illusoire mais l'autonomie peut être assez rapidement une réalité. Pour ceux qui n'ont pas des fortunes, achetez un peu d'or et d'argent et pour le reste, les actifs tangibles que je viens de vous lister. Vous ne savez pas la valeur d'un rouleau de papier toilette au Venezuela alors qu'il n'y en a tout simplement plus à la vente ! Un rouleau de papier toilette est un actif tangible stockable et qui a une véritable valeur d'usage !! Fondamentalement, pour le fondement, le papier toilette a plus de valeur que le papier monnaie, qui a une fâcheuse tendance à vous gratter le postérieur et à vous irriter ces parties corporelles hautement sensibles !

5/ Pour ceux qui n'ont rien ou presque ? Dépensez, de toute façon dans un tel cas je préfère dépenser et me faire plaisir plutôt que de leur laisser me piquer ne serait-ce qu'un euro de plus, un euro de trop !

Rien n'est jamais parfait, rien n'est jamais sûr à 100 % !

L'État peut venir réquisitionner toutes les maisons de France et de Navarre, mais ce sera la guerre civile dans un tel cas, la démocratie aura disparu et il vaudra mieux essayer de fuir ce pays devenu dictature.

Vous devez garder à l'esprit que l'État va au plus facile. Au plus traçable. Au plus facilement taxable. Et c'est évidemment les comptes bancaires et assimilés, qu'ils s'agissent d'une assurance vie ou d'un contrat d'épargne quel qu'il soit.

Pour le moment et malgré les promesses, c'est la fiscalité qui augmente car d'un coup de stylo on augmente la redevance télé, on peut l'étendre aux smartphones ou aux tablettes, ou encore aux ordinateurs... Vous n'avez pas la télé ? Peu importe, vous paierez quand même. Vous n'avez même pas d'abonnement Internet qui donne tous les bouquets de chaînes ? Pas grave car de toute façon, il faut voir cela comme du vol légalisé en bande gouvernementale. Le prix du timbre explose, les taxes sur le gazoil aussi, les impôts locaux feront de même et au final, on finira par nous augmenter la TVA, etc. Tout cela ne servira à rien puisque la dette et la dépense publique sont déjà, comme nous l'avons vu avec les 3 points au début de cet article,

totallement hors de contrôle. Il n'est plus possible d'arrêter le Titanic. Nous avons déjà heurté l'iceberg, simplement nous n'avons pas encore pris conscience que l'eau montait dans les cales et que dans quelques heures, ce serait le drame.

### **Rendre la spoliation par l'État le plus difficile possible**

L'idée n'est pas de vous prémunir à 100 % du risque de spoliation car l'État peut vous spolier. Mais de rendre cette spoliation plus difficile pour lui. C'est toujours la règle des 80-20 ! 80 % des sommes sont dans les institutions financières et facilement confiscales. Alors avant d'aller faire du porte à porte et d'envoyer les agents de Bercy creuser dans tous les jardins pour seulement 20 %... autant se servir sur les 80 % ! Un seul clic de souris suffit... ou deux !

Je vais vous dire le fond de ma pensée : peut-être que l'État réussira à me piquer mon fric durement gagné et sur lequel j'ai payé tous les impôts jusqu'au dernier centime. Peut-être oui, mais il faudra qu'il se donne autant de mal que j'en ai eu à mettre MON pognon de côté, et je ferai tout, absolument tout pour lui rendre la tâche la plus difficile possible.

On pourra m'objecter que je ne suis pas un bon citoyen... la fameuse culpabilité. D'abord, je n'ai rien volé et j'ai toujours payé tous mes zimpôts. J'ai payé mes taxes et même toutes mes amendes de voiture car après avoir pris deux majorations lorsque j'étais plus jeune, j'ai vite compris qu'à jouer les malins je ne gagnerais rien si ce n'est des soucis et mon compte bancaire bloqué par le percepteur ! J'ai un véritable respect pour les fonctionnaires et je ne fais pas partie de ceux qui hurlent par idéologie contre la dépense publique. Simplement trop c'est trop, et le système de répartition de notre pays est devenu plus un problème qu'une chance et surtout, au-delà de toutes les considérations, il est tout simplement condamné. Alors ce n'est pas être mauvais ou bon citoyen, le moment est juste venu de faire le constat que la situation de notre pays est irrémédiablement compromise et donc de s'y préparer. C'est simplement du pragmatisme et du bon sens.

Alors il est temps, mes chers amis, de fuir l'environnement financier classique et réorienter au maximum votre patrimoine vers les actifs tangibles.

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

## [La Chine envisage de construire un nouveau système de logistique d'ici 2020](#)

Les Chinois ne se reposent jamais. Alors que nous vivons en France sur nos infrastructures des années 50 à 70 (comme le périph parisien toujours à deux voies à certains endroits ou l'A6 notre plus grosse autoroute également avec deux pauvres files sur de trop nombreuses portions), les Chinois vont mettre en place un nouveau plan de développement pour améliorer leur capacité logistique afin de mieux inonder le monde de chinoiseries et de conserver leur statut d'usine du monde.

Au port de Marseille, nous continuons à perdre des clients... Il est très important de voir la différence d'approche. Je ne suis pas un acharné du travailler plus, mais disons que parfois l'on peut changer et évoluer tout de même. Nous sommes sclérosés.

Charles SANNAT

BEIJING, 4 octobre (Xinhua) – La Chine envisage de construire un nouveau système de logistique d'ici 2020 en vue de renforcer le réajustement structurel économique et le mode de croissance.

Le Conseil des affaires d'État a publié samedi un projet de programme 2014-2020 pour le développement de la logistique, qui propose de construire un nouveau système logistique basé sur la qualité et l'efficacité.

Le projet souligne l'importance de la connexion entre le secteur logistique et l'industrie manufacturière traditionnelle, et aussi avec les nouvelles opportunités apportées par le e-commerce.

Après une croissance annuelle en moyenne de 20 % au cours de la dernière décennie, la croissance du domaine logistique a ralenti à cause de la situation économique globale du pays.

La valeur des biens combinés a augmenté de 8,6 % en base annuelle au premier trimestre, selon les chiffres de la Fédération chinoise de la logistique et des achats.

He Liming, président de la fédération, a prévu que le secteur poursuivrait une croissance modérée à long terme et que son processus de restructuration allait

s'accélérer.

## **La banque centrale chinoise poursuivra sa politique monétaire prudente**

Ce qui est sûr c'est que c'est le pouvoir politique chinois qui finalement a le plus d'outils à sa disposition pour contrôler et piloter de façon efficace son économie. Il y a en réalité deux fragilités chinoises. La première c'est évidemment la stabilité politique et les revendications comme c'est le cas actuellement à Hong Kong avec évidemment derrière tous ces mouvements « populaires et spontanés » un léger soutien occidental afin d'affaiblir politiquement et démocratiquement la Chine. La deuxième faiblesse de la Chine est sa dépendance à la croissance mondiale, la Chine étant l'usine du monde.

Un nouvel épisode paroxystique de la crise que nous traversons cumulé à des revendications sociales pourrait pousser la Chine vers des problèmes qu'elle fait tout pour éviter et dans l'immense bataille qui se joue entre les USA et la Chine pour le leadership mondial, il ne faut pas se leurrer... le moment des coups pendables arrive.

Charles SANNAT

BEIJING, 5 octobre (Xinhua) – La Chine va poursuivre sa politique monétaire prudente, utiliser de façon plus souple les instruments monétaires et maintenir une liquidité « modérée » pour atteindre une croissance raisonnable des prêts et du financement social, a annoncé dimanche la banque centrale chinoise.

Suite à la réunion trimestrielle du Comité de politique monétaire, la Banque populaire de Chine a annoncé qu'elle surveillerait étroitement le nouveau développement dans l'économie et la finance nationales et internationales et les changements dans les flux internationaux de capitaux.

L'économie chinoise fonctionne à l'intérieur d'une « gamme appropriée » avec des prix stables, mais la deuxième plus grande économie du monde est toujours confrontée aux situations complexes, selon des participants à la réunion.

## **Les dix plus gros consommateurs d'énergie du monde**

Par [OilPrice.com](http://OilPrice.com) - [oilprice.com](http://oilprice.com)



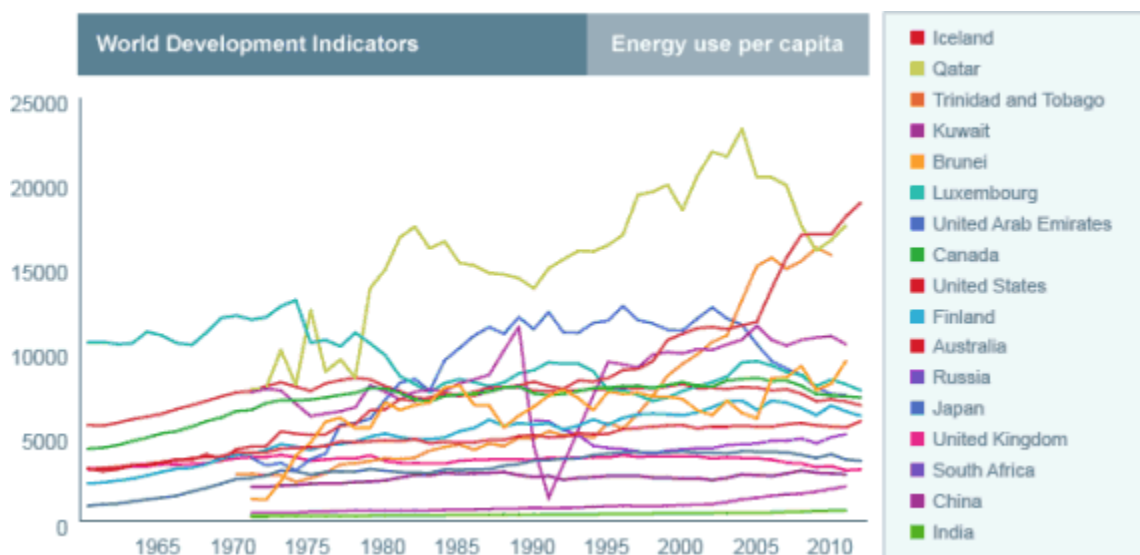
Publié le 07 octobre 2014

La prochaine fois que vous prenez la voiture pour aller faire les courses, pensez à toute l'énergie que vous consommez sur une base annuelle. Il est généralement admis que les Occidentaux comptent parmi les plus gros consommateurs d'énergie de la planète. Alors que les Américains représentent 5% de la population mondiale, ils consomment 20% de l'énergie, mangent 15% de la production de viande et produisent 40% des ordures à globales.

Les Européens et les habitants du Proche-Orient ne sont semble-t-il pas non plus prêts de se voir décerner une médaille pour la conservation de l'énergie.

Oilprice.com a cherché à découvrir quels sont les pays du monde qui consomment le plus d'énergie, et pourquoi.

Bien que certains soient des coupables évidents, d'autres pourraient vous surprendre. Nous avons utilisé des données en kilogrammes d'équivalent pétrole (kep) par tête, qui représentent les quantités d'énergie qui peuvent être extraites à partir d'un kilogramme de pétrole brut. Les kep par tête peuvent être utilisés pour comparer différentes sources d'énergie, dont les énergies fossiles et renouvelables. Le graphique suivant a été composé grâce aux données les plus récentes rendues disponibles par la Banque mondiale.



Source: [Oilprice.com](http://Oilprice.com)

**Islande – 18.774 kg.** Vous avez bien lu. De tous les pays du monde, riches producteurs de pétrole inclus, c'est l'Islande qui enregistre la consommation énergétique par tête la plus élevée. Comment est-ce possible ? La raison en est notamment la surabondance. Puisqu'une grande majorité de l'énergie

consommée en Islande est hydroélectrique ou géothermale, les Islandais sont les moins économes en matière d'énergie. Cliquez [ici](#) pour visionner une vidéo qui explique la raison pour laquelle ce pays consomme tant d'énergie.

**Qatar – 17.418 kg.** Les Qataris ne peuvent pas se passer de pétrole. Selon National Geographic, la population du pays obtient de l'électricité et de l'eau gratuitement, eau qui a déjà été surnommée « électricité liquide » en raison du processus de dessalement qui est souvent utilisé, et qui consomme énormément d'énergie. Les émissions par tête du Qatar sont les plus élevées du monde, trois fois plus élevées que celles des Etats-Unis.

**Trinité-et- Tobago – 15.691 kg.** Trinité-et-Tobago est l'un des pays les plus riches des Caraïbes, et le plus gros producteur de pétrole et de gaz de la région. Il abrite l'une des plus grosses infrastructures de traitement de gaz naturel de l'hémisphère nord. Il est le plus gros fournisseur de gaz naturel liquéfié des Etats-Unis, et son secteur industriel est entièrement alimenté par du gaz naturel.

**Koweït – 10.408 kg.** Bien que les réserves de pétrole du pays soient classées sixième à l'échelle du monde, et que le pays possède des réserves de gaz naturelles estimées à 63 trillions de pieds cubes, la demande en électricité du Koweït surpasse souvent l'offre. Selon l'US Energy Information Administration (EIA), le Koweït est constamment en pénurie d'électricité, et des pannes surviennent tous les étés. Pour répondre à ce déséquilibre, le pays est devenu un importateur net de gaz naturel.

**Brunei – 9.427 kg.** Ce petit sultanat de l'île de Bornéo, en dehors d'être un important exportateur de pétrole et de gaz naturel vers l'Asie, est aussi un gros consommateur énergétique. Sa population d'un demi-million d'habitants enregistre le plus grand nombre de voitures par tête dans la région. Le Brunei subventionne également l'essence et l'électricité, qui sont vendus au public en-dessous du prix marché.

**Luxembourg – 7.684 kg.** Le petit Luxembourg est quasiment dépendant de ses importations en énergie, notamment en pétrole et en gaz. Sa consommation en énergie a augmenté de 32% depuis 1990. Les transports représentent 60% de cette hausse.

**Emirats Arabes Unis – 7.407 kg.** Rien ne crie plus à la consommation d'énergie que Ski Dubaï. La station de ski d'intérieur, avec sa montagne

couverte de neige artificielle de 85 mètres de haut, consomme 3.500 barils de pétrole par jour. L'Institut mondial pour les ressources estime que les Emirats consomment 481 tonnes d'équivalent pétrole pour générer un million de dollars de PIB, contre 172 tonnes pour la Norvège.

**Canada – 7.333 kg.** Oh, Canada ! Ces aimables Canadiens apprécient sans doute leur voiture, leur jacuzzi et autres jouets à forte consommation énergétique. Ce sont en revanche d'autres sources d'énergie que le pétrole qui représente la plus grosse part de la consommation du pays. EcoSpark a [publié](#) un diagramme circulaire qui montre que 57,6% de l'électricité consommée au Canada provient de l'industrie hydroélectrique, et que le charbon arrive en deuxième position, avec 18%. Le nucléaire arrive en troisième position, avec 14,6%, et le pétrole et le gaz ne représentent que 6,3 et 1,5% respectivement.

**Etats-Unis – 6.793 kg.** En tant que première économie mondiale et pays le plus riche du monde, les Etats-Unis font bien évidemment partie des dix plus gros consommateurs d'énergie de la planète. En revanche, et c'est étonnant, malgré leur croissance économique annuelle, leur consommation en énergie n'a que très peu augmenté depuis les années 1970. Selon l'EIA, l'une des explications à cela serait le déplacement de la consommation énergétique requise par une hausse de la consommation vers les usines implantées à l'étranger.

**Finlande – 6.183 kg.** Avec plus d'un tiers de son territoire au-dessus du cercle polaire, un climat très froid, une population clairsemée et une industrie très industrialisée, il n'est pas surprenant que la Finlande compte parmi les plus gros consommateurs énergétiques en Europe. En revanche, selon l'Agence internationale pour l'énergie, la Finlande prévoit de diversifier son économie hors des énergies carbone et vers les énergies renouvelables, dont la biomasse, et vient d'autoriser la construction de deux nouvelles centrales nucléaires.

## [La Fed remonterait-elle ses taux ?](#)

7 octobre 2014 | [Cécile Chevré](#) |

La semaine qui s'annonce devrait – si, si, j'y crois – voir se dissiper un peu du brouillard qui plombe les marchés boursiers depuis quelque temps. Entre la publication des minutes de la Fed et le début de la saison des résultats

trimestriels aux Etats-Unis, il y a du lourd à l'horizon, comme vous l'expliquait Mathieu Lebrun hier dans [\*Agora Trading\*](#) :

*En termes de catalyseur pour cette semaine, deux choses à Wall Street. D'un côté, nous aurons le compte rendu du FOMC mercredi soir avec l'implication que les bons chiffres de l'emploi de septembre parus vendredi auront sur le timing de normalisation de la politique monétaire américaine. La dernière prévision des membres du FOMC misait sur un taux de chômage compris entre 5,9% et 6% pour fin 2014. Or ce chiffre a été atteint avec plus de trois mois d'avance si bien que la question d'un relèvement plus rapide que prévu des taux de la Fed est plus que jamais posée.*

*Deuxième point, le début de la saison des trimestriels à Wall Street. Comme toujours, le géant de l'aluminium Alcoa ouvrira les hostilités mercredi soir en "after hour".*

*Les observateurs devraient se concentrer sur l'impact de la remontée du billet vert sur les résultats. Car si les sociétés européennes exportatrices, exposées à l'international (comme Airbus) seront les premières à profiter de la chute de l'euro face au dollar, à l'inverse, la situation est opposée pour les acteurs américains.*

*Après avoir profité de la faiblesse du dollar depuis le dernier trimestre 2013, les choses vont désormais s'inverser. Le consensus a évidemment d'ores et déjà commencé à intégrer ce facteur dollar. Selon Thomson Reuters, on attend désormais une hausse d'un peu plus de 6% (+4,9% selon le consensus Bloomberg) des bénéfices des sociétés du S&P 500 au titre du troisième trimestre, soit une progression nettement moins marquée que les +10/11% escomptés avant l'été (alors que l'euro/dollar oscillait entre 1,36 \$ et 1,39 \$).*

*Entre un environnement économique qui s'améliore aux Etats-Unis (mais dont la contrepartie est une possible normalisation monétaire) et, à l'inverse, une économie européenne toujours atone (mais avec la contrepartie ici d'une BCE très accommodante), l'euro/dollar cristallise bien cette problématique.*

Une remontée des taux de la Fed ? Diantre...

Bill Bonner a son hypothèse sur le sujet, je vous laisse la découvrir dans l'article suivant, sur le site de [La Chronique Agora](#).

Quant à nous, nous mettons (enfin !) le point final à [notre série d'articles sur Alibaba](#). Avec en conclusion une recommandation pour ceux d'entre vous qui pourraient être tentés par Alibaba (et j'avoue que j'en fais partie !).

Excellente lecture et à demain !

## **COMPTE A REBOURS DU SOMMET DES 23 ET 24 OCTOBRE**

*7 octobre 2014 par François Leclerc*

Jour après jour, les nouvelles tombent et vont dans le même sens :, celui de la détérioration de la situation en Europe. Selon l'Office fédéral de statistiques, la production industrielle allemande enregistre une chute de 5,7% en août, et il est difficile de la résumer au contrecoup de la forte progression de juillet dernier afin de ne pas y voir un signe de faiblesse n'ayant rien de conjoncturel. La croissance s'était déjà contractée en Allemagne au second trimestre, va-t-il en être de même au troisième, ce qui signifierait techniquement une récession ? La baisse enregistrée est principalement à attribuer aux exportations, en premier lieu en-dehors de la zone euro (là où sont placés tous les espoirs), mais le ralentissement des exportations est général, au sein de la zone comme vers les pays de l'Est européen et les pays *émergents*. Le modèle du salut par l'exportation n'en sort pas confirmé.

Pour la zone euro, les prévisions d'inflation à cinq ans continuent de diminuer, tandis que celles à deux ans le font encore plus fortement. Elles s'établissent à 1,094% aujourd'hui, pour un objectif d'inflation de la BCE « proche de 2% », rappelons-le. L'Istat, l'institut italien de statistiques, ne décèle aucune amélioration à ce sujet à l'horizon qui est le sien. Il prévoit par ailleurs une progression du PIB de la zone euro de 0,2% aussi bien au 3ème que 4ème trimestre, et de 0,3% au premier trimestre de l'année prochaine (et il s'agit de moyennes !). Cette très faible croissance profiterait avant tout de l'effet d'entraînement des nouvelles liquidités déversées par la BCE, selon l'institut.

Un concours est lancé : quel sera le dernier acte de la Commission Barroso, qui va devoir décider du sort de prévisions budgétaires françaises et

italiennes qui contreviennent aux règles ? A moins que le dossier ne soit tout simplement refile à la nouvelle Commission présidée par Jean-Claude Juncker, qui doit prendre ses fonctions au 1er novembre ? Déjà, des voix s'élèvent pour déplorer la mansuétude qui s'annoncerait, et qu'il soit décidé de faire deux poids, deux mesures, au vu de ce qui a été infligé aux « petits pays » européens et dont les autres seraient prémunis.

Les deux cas de la France et de l'Italie sont cependant à dissocier, la première ne respectant pas le seuil du maximum de 3% du PIB de déficit budgétaire, et l'Italie n'étant pas sous une procédure pour déficit excessif mais contrevenant à la règle de diminution progressive sur 20 ans de l'endettement. Mais la Commission pourra difficilement faire moins que de rejeter les projets de budget qui lui seront soumis au plus tard le 15 octobre : il n'y a pas de « circonstances exceptionnelles » dérogatoires possible, faute de récession enregistrée, et les budgets seront probablement renvoyés pour révision.

Si cela se confirmait, la nouvelle Commission étant en place, le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung évoque la volonté de son président de ne pas suivre la procédure formelle – permettant d'infliger des amendes – mais de trouver des contreparties sous forme de concessions à propos de son projet de programme d'investissement sur lequel il a assis sa candidature. C'est tout du moins la voie que les dirigeants français l'espèrent voir suivre, ce qui ne les dispensera pas, ainsi que les Italiens, à passer de nouveaux coups de rabot au *modèle social*, bien qu'ils lui proclament leur attachement indéfectible.

Jusqu'à quand sera-t-il possible de sauver les apparences et de gagner un temps de plus en plus compté ?

## [L'ombre du risque financier, le risque du shadow](#)

par Bruno Bertez L'Edito du Lundi 6 Octobre 2014

Le Shadow Banking System de sinistre mémoire a continué de se développer et de prospérer depuis la crise de 2008. Sa masse, ou son volume, est estimée à plus de 70 trillions hors Grande-Bretagne, globalement. En Europe, hors GB, il serait d'une vingtaine de trillions. Inutile de dire que, aussi bien au niveau global qu'au niveau européen ou japonais, les accidents peuvent dépasser les possibilités d'intervention des Banques Centrales et des autorités en général.

C'est la raison pour laquelle, dans son Global Financial Stability Report qui va sortir le 8 Octobre, le FMI presse les autorités de mettre en place des régulations plus strictes et d'augmenter la supervision de ce Système.

**Selon Gaston Gelos du FMI, le Shadow a tendance à s'emballer quand les régulations bancaires plus strictes se mettent en place dans le secteur traditionnel.** Il ajoute qu'il s'emballerait également quand les taux sont bas et les spreads comprimés car les investisseurs sont avides de risque qui procure des rendements plus élevés. Si le rendement des dettes souveraines est de 2,5% et que les investisseurs ont besoin d'un rendement de 12%, alors ils n'ont pas d'autre solution que de leverager de 5 contre 1 pour obtenir ce qui est leur norme. En fait, il faut bien voir que les taux très bas, soi-disant d'équilibre, des fonds d'Etat dans le monde, ne donnent l'apparence de l'équilibre que parce qu'ils sont fortement leveragés. C'est en incluant un levier de 4 à 5 que les investisseurs réussissent à satisfaire à leurs normes. L'équilibre offre-demande est fondé sur l'usage du levier. Il y a dans la situation présente un mismatch de durée qui est structurel et ce mismatch constitue un danger pour la stabilité financière. Ce n'est qu'un exemple.

C'est ce que nous ne cessons de répéter, le système croule sous les mismatch de durée et de taux et de risque, le FMI fait les découvertes de Nanette Vitamine! La politique de répression financière a produit son antidote, on a leveragé tous les rendements afin d'obtenir le rendement nécessaire à l'accomplissement de sa mission de gestion et ceci a introduit un risque considérable dans le Système. Surtout que la demande des fonds de pension, en déséquilibre, et des assurances, à la courette, pour le rendement, est forte.

Ce qui nous semble extraordinaire, c'est le cynisme des autorités dites responsables de la conduite des affaires. Elles poussent aux crimes et ensuite, elles se retirent sur la pointe des pieds en les dénonçant. **Le même FMI qui a défendu, sinon imposé, l'austérité idiote en Europe, a fait machine arrière et a découvert que les coefficients sur lesquels il basait ses recommandations étaient faux,** maintenant il change de pied et veut plus de croissance. Ah, le sinistre Blanchard! Le même FMI qui, il y a quelques jours, pressait Draghi d'aller plus loin dans la politique monétaire non-conventionnelle et réclamait des QE, ce FMI s'alarme des risques d'instabilité financière produits, créés, par ces mêmes QE et les politiques non-conventionnelles en général. **Nous laissons de côté l'incohérence malhonnête, l'indécence, de tous ces gens fonctionnaires internationaux qui, à ce titre, ne paient pas d'impôt, mais demandent la plus grande sévérité pour lutter contre la fraude fiscale! N'est-ce**

pas Christine? Sans parler de la promotion de la lutte, par la fiscalité bien sûr, contre les inégalités dans le sillage du nouvel oracle à la mode, Piketty. Le FMI a désigné Piketty comme l'un des sept meilleurs économistes du monde.

Bien sûr que le Système est encore plus fragile qu'avant, puisque c'est ce que l'on a voulu, cyniquement. On a accumulé de nouvelles couches de dettes improductives ; pour éviter qu'elles ne se dévalorisent, on en gonfle la valeur par l'abondance monétaire et les taux zéro et on s'étonne que les assets ne soient pas à leur niveau normal et que les risques prolifèrent! En plus, on pousse au crime en disant, encore ces dernières semaines, qu'il n'y a qu'un sens, l'achat!

On a refusé le changement de modèle économique et donc le changement de modèle financier, on a augmenté la pression spéculative dans la cocotte-minute de la finance et on a pris toutes les mesures nécessaires pour que cela puisse durer plus longtemps avant l'explosion: on a doublé l'épaisseur des parois de la casserole. Et maintenant, on dit, innocemment, vous savez, c'est dangereux, vous avez intérêt à ne pas quitter la cocotte des yeux et à surveiller la soupape. Voilà le système, voilà, en un mot, la gestion qui nous est offerte.

Comment expliquer que l'on réglemente le secteur bancaire traditionnel par quelques mesurette complexes et coûteuses, mais sans portée réelle, mais qu'au même moment, on refuse de traiter le problème du secteur Shadow, refuge de tous les excès et de tous les risques. Tout se passe comme si on avait augmenté le prix des paquets de cigarettes vendues dans les boutiques de tabac, mais qu'on avait oublié de mettre en place des dispositifs contre la fraude. Tout le monde sait que les réglementations officielles font sortir les opérations les plus « olé olé » de la vue des superviseurs et les plongent dans les ténèbres du marginal. Cynisme et complicité, on ne peut caractériser autrement le processus de traitement de la crise depuis 2008. Et le FMI est en première ligne.

Personne n'a sérieusement, au-delà de quelques jours, voulu envisager le changement d'orientation de la politique monétaire mise en place au début des années 90. On a maintenu le dogme erroné, trompeur, de l'efficacité des marchés, malgré la démonstration pratique, historique, de l'imbécillité de cette théorie. On a donc maintenu les mêmes modèles d'évaluation des risques chez les intervenants. Avec quelques corrections douteuses sinon



simplettes. On ne s'est même pas rendu compte que la finance et les marchés étaient créatures vivantes, souples, flexibles et qu'ils s'adaptaient, changeaient sans cesse, afin de gagner plus, d'accumuler, de faire rouler la boule. On n'a pas compris que les modèles, par nature, par construction, n'étaient que du passé cristallisé (mieux, de l'idéologie), du passé mis en équation, mais du passé quand même, et que continuer à leur faire confiance, c'était comme conduire sur autoroute en ayant les yeux fixés sur le rétroviseur. Au lieu de voir le problème là où il était, c'est à dire dans la création monétaire sans contrainte et dans la gestion des taux, on a fait encore plus dans le printing et le monopole, la dictature des taux. Mais le plus grave de tout, c'est d'avoir conservé le dogme, le schisme de l'inflation inoffensive des assets. On a, en toute connaissance de cause, maintenu la contrevérité que seule comptait l'inflation des prix des biens et des services et que l'inflation du prix des assets ne comptait pas. Et pour cause, toute l'articulation de la politique monétaire est là, elle est résumée dans ce credo: il faut soutenir, enfler les marchés financiers, quitte à prendre le risque de produire de nouvelles bulles. Le reste n'est que de la petite histoire, comme les mascarades des contraintes de Bâle, qui continuent de privilégier les dettes souveraines sous prétexte qu'elles seraient moins risquées alors que, dans la réalité, tout le monde sait que c'est là, que cela se passe, c'est là que ne se cache même plus le risque. Tout comme la poudre aux yeux du capital des banques dont on veut nous faire croire qu'ils constituent un tampon contre le risque, alors que le risque n'est pas le leverage du capital, mais le leverage par rapport à la monnaie de base, la base-money, à laquelle on a accès. En cas de « run », une banque doit pouvoir répondre à la demande de base-money, pas à une demande de capital.

La nouvelle tarte à la crème de ces gens est de populariser l'idée que la croissance sera, doit être, faible; idée lancée par Stanley Fischer, ex-grand inflationniste de la Banque d'Israël, et maintenant reprise en chœur par le concert des connivents. Et bien sûr, on se garde bien d'en imputer les causes au mode de traitement de la crise, à la japonisation de l'économie globale, non, on invente n'importe quoi pour faire passer la vieille-nouvelle idée du « New Médiocre ». [Le New Médiocre, c'est sorti des cerveaux jumeaux, à moins qu'ils n'aient qu'un cerveau pour deux, de Lagarde et Blanchard.](#) A la faveur de cette thèse du New Médiocre, on développe l'idée qu'il faut s'attendre à une croissance durablement faible! Le potentiel de croissance de l'économie globale serait

durablement réduit, structurellement réduit.

Pourquoi? Parce que l'on traîne l'héritage de la crise, c'est à dire un endettement élevé; parce que le chômage est très élevé dans de nombreuses parties du monde ; parce que, à l'horizon, il y a de gros nuages, et de grosses incertitudes.

Dans le New médiocre, on comprend qu'il faut d'abord se résigner, ensuite être vigilant, enfin accepter qu'une forte correction intervienne bientôt sur les marchés d'assets. Voici ce que dit Lagarde « *Nous observons les marchés avec une certaine crainte (appréhension) et aussi avec beaucoup d'hésitation (?) car il y a un désaccord, sous de nombreux aspects, entre l'exubérance des marchés et... une économie réelle où la reprise n'est pas vraiment forte.* » En clair et en Français, Lagarde nous dit que la divergence entre les marchés exubérants et l'économie réelle, médiocre, est inquiétante. Bravo, cela prouve au moins que Lagarde lit les journaux, sinon les blogs.

Visiblement, les élites préparent le terrain, leur terrain de repli, elles ne veulent pas se retrouver comme en 2007, puis 2008, où elles claironnaient quelques jours avant les premiers symptômes de la crise que tout allait bien madame la Marquise. Les élites ont-elles du mérite à avertir des dangers qu'elles-mêmes produisent et entretiennent? Bien sûr que non! Jamais le monde de la finance n'a opéré aussi librement, sans contrainte, aussi bien de quantité de crédit qu'en qualité. Jamais on n'a vu et entretenu pareilles dérives. L'expansion du crédit est nourrie, dominée, par la finance non bancaire, le shadow, laquelle se trouve hors de toute contrainte, aussi bien de capital que de réserves ou de supervision sérieuse. Bien souvent, elle n'a même pas de contrainte de reporting. Plus la finance s'enhardit, plus elle prend de risque et plus elle crée d'instabilité potentielle, plus les autorités sont coincées, elles sont otages, voilà ce qu'il faut oser dire. Elles sont obligées de fournir des assurances pour un risque qui devient apocalyptique. Des assurances qu'elles n'ont aucune réserve pour couvrir et qui, in fine, se réduisent à la mise en danger de la monnaie. Car la seule possibilité de lutter contre une nouvelle crise est de refaire un round gigantesque de création de base money. Sauf à choisir la dépression. Le point faible du Système, toute l'élite en fait le cauchemar la nuit, c'est la disparition de la liquidité.

Le monde suit une évolution inquiétante, ce n'est pas nous qui le disons, nous, nous l'affirmons depuis très longtemps; non, ce sont maintenant les

responsables qui l'affirment. Depuis les débuts de la financiarisation, les Banques Centrales et le système bancaire, puis le système shadow bancaire nous ont fait prendre des voies de plus en plus étroites, pleines d'embuches et d'insécurité. Des voies sans retour. Au fil des jours, il apparaît que la politique monétaire est de moins en moins monétaire, mais, comme le disent les Allemands, de plus en plus fiscale. Ceci signifie que les décisions qui sont prises et celles qui sont à venir, seront de moins en moins démocratiques. Nous sommes dans un nouveau système, pas seulement financier, mais politique.

## **'La zone euro est condamnée à des décennies de stagnation économique'**

par Audrey Duperron · 06 oct. 2014 [Express.be](#)

La zone euro est condamnée à vivre une décennie de stagnation économique et de troubles sociaux qui pourraient menacer la monnaie unique si les pays comme la France ne manifestent pas leur détermination pour mettre en œuvre des réformes cruciales, affirme l'économiste allemand Hans-Werner Sinn, qui est aussi président de [l'Institut Ifo, un think tank allemand pour la recherche économique](#). Dans le cadre de la parution de [son nouvel ouvrage, « The Euro trap »](#) ('Le piège de l'euro'), [il a accordé une interview au journal britannique The Telegraph](#).

Il pense que la crise ukrainienne pourrait déclencher une récession à triple creux dans certaines parties de l'Europe. Cependant, il ne s'attend pas à un démantèlement de l'euro, mais plutôt à une stagnation, et à un regain de tensions sociales. « Vous le voyez très bien en Europe du Sud, où les gens sont confrontés à un chômage de masse, en France, où Marine Le Pen dirige le parti qui a les meilleurs résultats dans les sondages, et avec Syriza en Grèce, qui présente des décisions radicales et obtient le meilleur soutien dans les sondages ».

Sinn pense que la crise ukrainienne peut aussi avoir un impact sur la croissance des pays qui dépendent de la croissance allemande, parce plus de 40% des entreprises allemandes ont des liens avec des pays de l'Europe de l'Est et cette crise aura donc des répercussions sur toute la zone euro, par son

intermédiaire.

Il estime également que la France pourrait porter un coup fatal à l'euro si ses dirigeants refusent de mettre en place des réformes orientées vers l'offre pour stimuler la croissance : « Si la France continue de cette manière et qu'elle ne veut pas réduire son train de vie et passer par l'austérité, mais qu'elle recherche plutôt des solutions keynésiennes, elle pourrait menacer la stabilité du système de l'euro. Bien sûr, emprunter en ce moment apporte du stimulus keynésien sur la demande, ce qui peut aider pendant un an ou deux, mais ne fait que reporter à plus tard les réformes nécessaires et aggrave la situation sur le long terme. (...) Cela fait des décennies que l'industrie de la France est à l'agonie. La part de la manufacture dans le PIB n'est plus que de 9%, moins de la moitié de la part allemande. Les employés qui travaillaient autrefois dans la manufacture, ou leurs enfants, ont été largement absorbés par le secteur public, qui représente maintenant un quart de la main d'œuvre, le double de l'Allemagne. Dissimuler les chômeurs dans les établissements publics n'est pas une solution saine.»

Dans son livre, il préconise un « euro respirable », c'est-à-dire un système que les pays qui rencontreraient des difficultés économiques importantes pourraient quitter momentanément, le temps de les résoudre. Pendant cette sortie temporaire, le pays pourrait procéder à la dévaluation de sa monnaie et mener les réformes nécessaires, mais il resterait légalement membre de la monnaie unique, et par la suite, il pourrait la réintégrer.

« La Grèce se serait mieux portée si elle avait quitté la zone euro en 2010, mais pas de façon permanente », dit l'économiste allemand. « Le réalignement des prix relatifs dont la Grèce et peut-être d'autres pays ont besoin ne peut pas être réalisé dans la zone euro, parce que cela apporterait ou bien une inflation astronomique dans les pays du cœur de l'euro, ou bien de la déflation en Europe du Sud qui nécessiterait une telle austérité pour la résorber, que la société pourrait se désintégrer. »

« Le but principal des réformes structurelles est de devenir compétitif. (...) Aucun rêve de politicien ne peut passer outre ce problème fondamental d'être confronté à des niveaux de prix et de salaires incorrects», affirme encore l'économiste. « L'Allemagne peut et devrait accepter plus d'inflation, mais la déflation est aussi indispensable dans les pays de l'Europe du Sud. »

« Selon les calculs de Goldman Sachs un taux d'inflation de 70% serait

nécessaire en Allemagne pour rendre les pays d'Europe du Sud compétitifs sans que cela ne nécessite de baisse de prix là-bas. Cela correspond à 5,5% d'inflation par an pendant 10 ans en Allemagne ou à une moyenne de 3,6% pour la zone euro. C'est bien trop et ce n'est tout simplement pas compatible avec le mandat de la Banque centrale européenne. »

Enfin, Sinn a plaidé pour de véritables « Etats-Unis d'Europe », et il croit que la zone euro n'a pas d'autre alternative que d'aller vers davantage d'intégration. Mais il pense que l'égalisation des niveaux de vie à l'intérieur de ce grand Etat européen sera difficile à réaliser. « Je crois que c'est très improbable, compte tenu des difficultés auxquelles nous assistons actuellement, et je constate une animosité croissante à l'égard du projet européen. C'est vraiment dommage mais j'insiste : en fin de compte, l'Europe n'aura pas d'autre alternative que de s'unir ».

[cash, fraude fiscale, taux négatifs](#)

## **Supprimer le cash pour juguler les récessions !**

Michel Santi 6 octobre 2014

Les espèces en circulation au sein du monde occidental empêchent son redressement économique. Elles sont en effet de l'ordre de 4'000 dollars en moyenne par habitant aux Etats-Unis et en Europe, le double au Japon. En outre, – chiffres très significatifs – 77% des espèces en circulation aux Etats-Unis sont des billets de 100 dollars, 53% des espèces en Europe sont des billets de 100 euros voire plus, sachant que 87% des espèces au Japon sont des billets de 10'000 yens. Tandis que règnent aujourd'hui les grosses coupures, alors que la masse des liquidités en circulation atteint des niveaux records, il devient impératif d'éradiquer le cash de nos sociétés.

La première motivation fait de nos jours l'objet de discussions parmi un petit cercle d'experts. En effet, dans un monde où les taux d'intérêts des banques centrales majeures (USA, Japon et Europe) sont au zéro absolu, la présence même des espèces rend plus ou moins caduque toute politique monétaire non conventionnelle consistant à rendre les taux négatifs. En effet, le citoyen opterait dès lors pour transformer progressivement ses dépôts bancaires en espèces afin d'éviter de payer à sa banque des taux négatifs. Du coup, la banque centrale est confrontée au plancher du taux zéro que la présence

même du cash l'empêche de crever. L'absence d'espèces lui permettrait au contraire d'instaurer efficacement des taux négatifs qui seraient nécessairement répercutés aux clients des banques, lesquels – étant dans l'impossibilité de convertir leurs avoirs bancaires en cash – seraient dès lors motivés à dépenser au lieu de conserver des comptes bancaires coûteux... Autrement dit: la relance de la croissance par l'absence de cash.

La société serait donc en mesure de conjurer définitivement toute récession car il suffirait de rendre négatif le taux d'intérêt directeur afin de combattre le chômage ou le ralentissement de l'économie. Brad DeLong, économiste à Berkeley, n'a-t-il pas même suggéré de combiner un taux d'intérêt négatif à une loterie qui invaliderait à intervalles réguliers des numéros de série de billets de banque ? Dans un tel cas de figure, toute récession serait très rapidement jugulée par une relance de la consommation et de l'investissement de la part de citoyens qui seraient dès lors confrontés à deux choix : payer une taxe sur leur compte bancaire ou dépenser leurs espèces menacées d'être disqualifiées !

Parallèlement, les espèces doivent être supprimées pour un deuxième motif, moins académique et également moins honorable. C'est évidemment l'ensemble de l'économie souterraine qui serait brusquement amenée à rentrer dans le rang, celle qui privilégie l'usage des grosses coupures, celle qui se soustrait à l'effort de solidarité nationale, tout comme celle qui verse dans la criminalité pure et simple. L'élimination des espèces éradiquerait du même coup l'ensemble de cette délinquance en forçant tous ces usagers plus ou moins douteux à transiter par l'intermédiation bancaire, qui serait dès lors incontournable pour tout paiement. C'est la nation et la quasi totalité des citoyens qui en bénéficieraient car des recherches récentes ont ainsi estimé que certains pays comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie verraient une appréciation de 25% de leurs P.I.B. respectifs! Le marché noir, et autres activités illégales nécessitant du cash, constituent effectivement jusqu'au quart de l'activité économique de certains pays de l'Union européenne. Leur suppression autoriserait donc la dette publique italienne de s'effondrer de 145 à 115%, ou la dette espagnole de 105 à 85%.

S'il est vrai que l'usage du cash autorise les individus à amoindrir l'emprise de leur Etat, s'il est incontestable que les espèces sont un instrument de liberté, ces arguments sont encore recevables de nos jours exclusivement

dans les pays dont les citoyens tentent de se soustraire aux dictateurs et autres régimes autoritaires. De telles atteintes aux libertés publiques sont en revanche exclues au sein de nos vieilles démocraties. Nos Etats se doivent donc de soutenir leur population meurtrie par plusieurs années de crise en facilitant d'une part la tâche des banques centrales (par l'instauration effective de taux d'intérêt négatifs), et en améliorant d'autre part leur recettes fiscales en faisant émerger leur économie de l'ombre. Si les espèces représentent assurément un avantage et un gage d'autonomie sous le joug d'un dictateur, elles permettent trop souvent de s'affranchir de son devoir de solidarité au sein de nos sociétés occidentales. Acceptons donc de sacrifier un petit peu de liberté au profit de la cohésion nationale, de l'intérêt public, et d'une croissance pérenne.

## **Bourse de Moscou : et maintenant, le pétrole...**

Pierrick Fay / Chef de service adjoint Marchés | Le 03/10 LesEchos.fr



*La baisse des prix du pétrole depuis un mois fait voir rouge à la Bourse de Moscou*

**Alors que les sanctions économiques et la chute du rouble pèsent sur les indices boursiers russes, Moscou subit aujourd'hui l'impact de la baisse des prix du pétrole. Mais certains investisseurs continuent de croire au miracle russe.**

Pour la Russie, les mauvaises nouvelles se succèdent en Bourse. Après les sanctions occidentales qui menacent de faire tomber le pays en récession, après la chute du rouble (17% depuis le début de l'année face au dollar, pire performance d'une monnaie avec le peso argentin), le pays fait face à présent à la baisse des prix de l'énergie. Le baril de Brent a perdu plus de 10 % en un mois, à 92,4 dollars, un poids pour un pays dont la moitié du budget provient des ressources pétrolières et gazières. Ce qui autrefois était une force devient aujourd'hui une faiblesse : le manque de diversification d'une économie trop dépendante des matières premières. Conséquence, l'indice Micex de la

bourse de Moscou a perdu 3% cette semaine, à 1386 points et le rouble 1,9 %, portant son repli sur un mois à 7,7 %. L'impact des changes sur la bourse russe se traduit d'ailleurs dans la performance de l'indice RTS, composé des 50 actions russes les plus liquides cotées en dollars : - 23 % depuis le 24 juin.

## **Une nouvelle affaire Khodorkovsky ?**

Un autre évènement est aussi venu troubler les investisseurs : le placement en résidence surveillée mi-septembre de [Vladimir Evtushenkov, soupçonné de blanchiment d'argent](#) . Son [conglomérat](#) Sistema a perdu les deux-tiers de sa valeur le mois dernier. Une affaire qui n'est pas sans rappeler l'arrestation en 2004 de Mikhail Khodorkovsky, l'ancien [PDG](#) de Ioukos. Même si le Kremlin affirme qu'il ne s'agit pas d'une affaire politique, la chute de l'action Sistema pourrait laisser des traces dans l'esprit des investisseurs et assombrir encore le climat d'investissement dans le pays.

Or, étonnamment, les investisseurs étrangers reviennent sur les actions... En une semaine (au 1er octobre), les fonds en actions russes ont reçu 157 millions de dollars net, selon EPFR Global data. Par ailleurs, les ETF ([fonds indiciels](#) cotés) ont investi 608 millions de dollars dans les actions russes ces deux derniers mois. Du jamais vu depuis 2011. Un choix qui s'est révélé perdant pour l'instant, les ETF ayant perdu 6,9 % sur la période. Mais ils font le pari qu'il sera bientôt gagnant.

Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que le conflit en Ukraine s'atténue et avec lui les risques de nouvelles sanctions occidentales contre la Russie. La guerre contre Daesh en Irak et en Syrie constitue à court terme un dérivatif pour des marchés qui regardent moins ce qui se passe à Kiev et à Moscou.

## **Des actions bradées**

Ensuite parce que les actions russes sont bradées comme jamais. Le Micex se paye en moyenne à 4,7 fois les estimations de bénéfices pour 2014, le niveau le plus bas pour l'ensemble des marchés émergents. A titre de comparaison, le MSCI Emerging Markets se paie en moyenne à 10,7 fois pour l.

*« Les actions russes sont actuellement à un très bas niveau comparativement aux valeurs occidentales. Les tensions géopolitiques ont également occulté le fait que nombre de [sociétés cotées](#) russes sont saines. A moins que les relations entre la Russie et l'Occident ne viennent à se dégrader fortement,*



*ce que nous n'anticipons pas, nous ne nous attendons pas à ce que la bourse russe continue de baisser* », estiment ainsi les experts de Barings.

## **Le marché le plus haï de la planète**

Enfin dans leur esprit, le rouble ne peut pas descendre beaucoup plus bas, car il est proche du niveau auquel la Banque centrale russe a prévenu qu'elle interviendrait. C'est d'ailleurs ce qui s'est produit mercredi dernier. La RCB a vendu 4 millions de dollars sur le marché des changes. Un montant peu important certes qui a surtout valeur de piquêre de rappel pour les investisseurs. Or, sur un marché comme le RTS, libellé en dollars, toute remontée du rouble serait bonne à prendre.

Le marché russe reste un marché risqué, sensible aux tensions géopolitiques et à la baisse du pétrole. Un risque que veut bien prendre [Jim Rogers](#), connu pour avoir créé le [fonds Quantum](#) avec Georges Soros dans les années 70. Pour lui, le sentiment négatif à l'égard de la Russie et les prix bas en Russie sont des signaux d'achat pour les investisseurs contrariants, ce qu'il résume en une phrase. « *Je place mon argent en Russie parce que c'est le marché le plus haï de la planète, à l'exception peut-être de l'Argentine* ».

## **Total réduit ses coûts et revoit ses ambitions dans la production**

Le Monde.fr | 22.09.2014 Par [Jean-Michel Bezat](#)

Le directeur financier de [Total](#) a dû se [livrer](#), lundi 22 septembre, à un exercice délicat. Devant un parterre d'analystes financiers réunis à Londres, Patrick de la Chevardière a annoncé tout à la fois une réduction des coûts opérationnels et des investissements ainsi qu'une révision à la baisse des objectifs de production à l'horizon 2017 tout en confirmant [ses](#) engagements en faveur des actionnaires. Avec cet effort de rigueur, Total veut [générer](#) 15 milliards de dollars (11,7 milliards d'euros) de trésorerie disponible en 2017.

Ces perspectives médiocres d'activité ne sont qu'une demi-surprise. En présentant le 12 février les résultats 2013 (- 20 % à 8,4 milliards d'euros), le PDG de la compagnie, Christophe de Margerie, avait déjà annoncé un réduction de la voilure. La période flamboyante des années 2005-2013, où les

dépenses d'exploration-production avaient très fortement augmenté, est révolue. Une situation difficile qui touche les autres majors pétrolières internationales, ExxonMobil, Shell, BP, Chevron ou ENI, et qui inquiète de plus en plus les actionnaires, très vigilants sur les coûts opératoires et les investissements.

## DÉPLÉTION DES CHAMPS MATURES

Le groupe poursuit sa « *transition d'une phase d'investissement intensif à une phase de croissance* », a affirmé M. de la Chevardière. Les investissements vont progressivement baisser, passant de 28 milliards de dollars en 2013, à 26 milliards cette année, puis à 25 milliards en 2017. Total réduira aussi ses coûts d'exploitation à hauteur de 2 milliards de dollars d'ici 2017, et dans « *tous les secteurs* » : l'exploration et la production de pétrole et de gaz, le raffinage et la chimie, les services et l'organisation du groupe. M. de la Chevardière a néanmoins souligné qu'il n'y aurait pas de plan social.

Dans l'amont, la situation n'est pas brillante. La production de pétrole et de gaz a stagné au second trimestre (2,29 millions de barils par jour), et Total a révisé à la baisse son objectif pour 2017 : il n'escompte plus que 2,8 millions de barils par jour, au lieu de 3 millions auparavant.

Total pâtit d'une déplétion des champs matures et de l'arrêt sine die de la production du champ pétrolier géant de Kashagan (Kazakhstan). L'incertitude est si grande sur son redémarrage qu'il n'a pas prévu qu'il contribue à sa production d'ici à 2017. Il compte sur une quinzaine de grands projets en développement, qui entreront en production dans les trois prochaines années, notamment Ofon 2 (Nigeria), Laggan-Tormore (Royaume-Uni) et Ichthys (Australie), pour redresser la barre.

### « SE CONCENTRER SUR DES ACTIFS À FORTE RENTABILITÉ »

Il y a trois ans, le discours des dirigeants de Total insistait sur la nécessité d'une « *politique plus audacieuse* » dans l'exploration. Malgré les milliards engloutis, elle n'a pas donné les résultats attendus. Dès novembre 2013, M. de Margerie avait nommé un nouveau directeur de l'exploration-production, Arnaud Breuillac, qui fera son entrée au comité exécutif en octobre. Ils ont décidé de revoir leur stratégie, confiée à un transfuge de l'américain Murphy Oil, Kevin McLachlan. Une petite révolution culturelle dans le groupe français, qui n'a pas l'habitude de recruter chez ses concurrents à de tels

postes de responsabilité.

Les coûts de production ont beaucoup augmenté ces dix dernières années, et l'heure est désormais à leur maîtrise, voire leur baisse (environ 1 dollar par baril). Cette stratégie de rigueur s'accompagne d'un programme de cession de 15 milliards de dollars entre 2015 et 2017, le groupe souhaitant « *se [concentrer](#) sur des actifs stratégiques, de croissance ou à forte rentabilité* ».

Total avait déjà un programme de 20 milliards sur 2012-2014, encore illustré, il y a quelques jours, par l'annonce de la vente de Bostik, sa filiale dans les produits adhésifs, à [Arkema](#), qui en propose 1,74 milliard d'euros. Total poursuit ainsi son désengagement de la chimie et de la pharmacie il a cédé ses 13 % dans [Sanofi](#) – pour se [concentrer](#) sur la pétrochimie. Et, bien sûr, la production, le raffinage et la commercialisation des hydrocarbures.

Reste le point le plus sensible en [France](#) : le raffinage. Prudent, M. de la Chevardièrre a étendu le problème au Vieux Continent. « *Il est évident qu'en [Europe](#), il y a des surcapacités et nous adapterons notre production au marché* », a-t-il prévenu, tout en assurant qu' « *aucune décision n'a été prise* » sur la manière dont cette adaptation se fera. Deux comités centraux d'entreprise, l'un sur l'activité raffinage global, l'autre sur La Mède (Bouches-du-Rhône) à la demande de syndicats inquiets de l'[avenir](#) de ce site, se tiendront, jeudi 25 septembre, au siège de Total.

## UN ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE INCERTAIN

En 2010, lors de la fermeture de la raffinerie des Flandres (Nord), M. de Margerie s'était engagé à ne plus [fermer](#) de site pendant cinq ans. Un moratoire qui expire donc courant 2015 alors qu'entretemps, la situation s'est encore dégradée, comme le montre la fermeture en 2012 de la raffinerie exploitée par le [suisse](#) Petroplus à Petit-Couronne (Seine-Maritime).

L'environnement [géopolitique](#) des compagnies pétrolières n'est pas bon non plus, même si la production reste soutenue dans les zones sensibles comme l'[Irak](#), la [Libye](#) et la [Russie](#). Dans ce pays, Total a confirmé la poursuite du [projet](#) Iamal (extraction et usine de gaz naturel liquéfié), dont il détient 20 % au côté du russe Novatek (60 %) et du chinois CNPC (20 %).

M. de la Chevardièrre a néanmoins reconnu qu'en raison des nouvelles mesures occidentales sanctionnant la Russie pour son interventionnisme en [Ukraine](#), Total et ses partenaires n'avaient plus accès à des

financements en dollars. Ils travaillaient pour obtenir des fonds en euros, en roubles ou en yuans.

MI.

## Pétrole : le secteur commence à ressentir les effets des sanctions contre la Russie

Anne Feitz / Journaliste | Le 02/10 LesEchos.fr

**ExxonMobil et Total ont suspendu des opérations d'exploration, entamées ou à venir.**

Il est encore un peu tôt pour évaluer précisément l'impact des sanctions américaines et européennes sur les investissements du secteur pétrolier en Russie, mais leurs premiers effets commencent à se faire sentir. ExxonMobil est ainsi contraint de suspendre de coûteuses opérations d'exploration menées avec Rosneft dans la mer de Kara, en Arctique, alors que le premier puits a débouché sur une découverte prometteuse en fin de semaine dernière. Selon Bloomberg, le parapétrolier franco-américain Schlumberger, très présent en Russie, aurait de même commencé à rapatrier une vingtaine de salariés étrangers. Total et Lukoil ont aussi indiqué avoir suspendu les opérations de leur coentreprise : celle-ci devait réaliser dès cette année des études sismiques et forer en 2015 son premier puits d'exploration d'hydrocarbures de schiste, dans le bassin de Bajenov.

Les sanctions visent les hautes technologies utilisées pour l'exploration ou la production de pétrole en eaux très profondes, dans l'Arctique, ou encore dans les gisements non conventionnels (pétrole de schiste). Depuis mi-septembre, certaines compagnies russes sont en outre nommément visées, parmi lesquelles Rosneft, Novatek ou Lukoil, avec lesquelles toute coopération est désormais interdite pour ce type de projet et qui ne peuvent plus contracter de financements en dollars.

### **La production future pourrait être affectée**

A priori, la production actuelle n'est pas touchée. Le PDG de Lukoil Vagit Alekperov a toutefois souligné, dans le « Moscow Times », que 25 % de la production russe provient déjà de gisements difficiles à exploiter, nécessitant des technologies de fracturation. Les groupes occidentaux assurent une part non négligeable des 10 millions de barils extraits chaque jour dans le pays. « *La Russie représente 30 % de la production de BP (qui détient 20 % de*

Rosneft), 10 % de celle de Total, 5 % de celle de Shell, 5,5 % de celle d'ExxonMobil », note un [analyste financier](#).

C'est surtout la production future qui pourrait être affectée, alors que la Russie doit compenser le déclin de ses gisements sibériens. Les groupes russes se sont associés avec des compagnies occidentales (ExxonMobil, Shell, Total, Statoil, ENI...) pour explorer des zones plus complexes d'accès, pour lesquelles ils ont besoin de haute technologie : l'Arctique, la mer Noire, le bassin de Bajenov. Certes, les textes des sanctions sont encore imprécis. « *On peut toutefois craindre que "l'effet BNP" ne pousse les entreprises et les banques à la prudence* », note Olivier Appert, président de l'IFP EN.

Total, qui a donné en décembre le coup d'envoi de [son projet géant Yamal](#) , avec Novatek et le chinois CNPC, teste d'ores et déjà la question. Le projet gazier n'est pas concerné car les sanctions ne touchent que le pétrole, mais il doit trouver 15 à 20 milliards de dollars (sur un total de 27 milliards) d'ici à la mi-2015. « *Nous travaillons activement sur un financement dans une autre monnaie que le dollar, auprès de banques européennes, russes ou chinoises* », ont expliqué les dirigeants du groupe la semaine dernière, lors de leur journée investisseurs.

Selon l'IFP EN, les investissements dans l'amont pétrolier en Russie devraient atteindre 57 milliards de dollars cette année, dont 8 % par des compagnies internationales.

## [La France est devenue la capitale mondiale du pessimisme](#)

[Jean-Jacques Netter](#) IDLiberté 6 octobre

**Le séminaire organisé deux fois par an par GaveKal à Paris** est toujours un moment intéressant pour faire le point sur les perspectives des marchés. Voilà un résumé des principaux sujets abordés cette semaine par *Charles Gave* fondateur de GaveKal et *François-Xavier Chauchat* économiste de GaveKal en charge de l'Europe.

**En Europe l'optimisme du début de l'année est liquidé.** C'est la déception sur la croissance, mais un timide redémarrage pourrait profiter se produire en raison des éléments suivants :

1/ la baisse de l'Euro redonne un peu de compétitivité aux entreprises

2/ la baisse du prix du pétrole qui redonne un peu de pouvoir d'achat aux ménages

3/ la fin des contraintes sur le crédit

4/ la perspective d'une politique de « quantitative easing » qui sera conduite par la BCE

5/ la hausse des salaires en Allemagne suite à l'adoption d'un salaire minimum à 8,50€ de l'heure

6/ un allègement de la fiscalité sur l'immobilier qui devrait intervenir en France, en Espagne et en Italie.

**Trois voies sont possibles :**

1/ une lente reflation tirée en partie par l'économie américaine

2/ la japonisation de l'économie européenne. Ce n'est pas le scénario le plus probable

3/ une nouvelle crise qui mettrait fin à l'Union Européenne telle qu'elle existe aujourd'hui.

**Les banques centrales** sont toutes engagées dans une politique où le prix des actifs a été mis au centre du système économique. Comme les actions, l'immobilier notamment sont utilisés comme collatéraux pour de nombreux prêts le prix des actifs n'est plus fixé par les marchés mais par les banquiers centraux.

De nombreuses banques et sociétés sont ainsi maintenues en état de survie artificielle. Comme il n'y a pas de destruction il n'y a pas de création non plus, ce qui bien sûr ne crée pas d'emploi.

La hausse des marchés a été uniquement alimentée par de la création monétaire qui ne s'est pas transmise à l'économie réelle. La croissance de l'économie n'est donc pas au rendez vous.

Le résultat est que quand les chiffres de l'économie sont mauvais les marchés sont contant car la BCE va injecter encore des liquidités dans le système.

Elle ne peut que gagner du temps mais certainement pas se substituer à une politique économique et sociale européenne.

**La BCE pourrait injecter 1000Md€** ce qui est très favorable aux obligations corporate

Les taux d'intérêt sont bas, mais ils ne doivent s'apprécier que par rapport au taux de croissance nominal de l'économie. Il faudra trouver une voix moyenne entre la Bundesbank et la CGT....

**Pour l'économie américaine**, l'année 2014 est celle du retour de la confiance et du retour de l'investissement. C'est un événement majeur pour l'économie mondiale. Le taux de chômage est au plus bas depuis 2008.

**L'Europe du Sud** ne va pas bien contrairement à **l'Europe du Nord** qui n'est pas dans l'Euro

**Le dollar devrait continuer de monter.** La baisse de l'Euro pourrait entraîner un point de croissance en plus.

**Un portefeuille diversifié devrait comporter les postes suivants:**

**Des sociétés qui ont un cash flow positif en dollar**, ce qui signifie des revenus en dollar qui après paiement des dettes en dollar laissent un solde positif à la société. Ce sont les sociétés qui réalisent une partie importante de leur chiffre d'affaire aux Etats Unis. L'univers investissable comprend notamment les sociétés suivantes : **Luxottica** (55% du chiffre d'affaire en USD), **Neopost** (45%), **BAE Systems** (40%), **ARM Holdings** 37%, **AstraZeneca** 37%, **Reed Elsevier** (48%), **Sanofi** (31%), **Delhaize** (63%), **SAP** (31%), **Roche** (33%), **MTU Aero Engines** (60%), **L'Oréal** (23%), **SCOR** (29%), **Dassault Systèmes** (20%), **Sodexo** (30%), **Safran** (25%), **Schneider** (10%)

**Des sociétés liées à la construction** car il devient inévitable de prendre rapidement des mesures de relance surtout en France. les principales sociétés concernées sont :

**Nexity, Maisons France Confort, Kaufman & Broad, Nouveaux Constructeurs**

**Des actions de sociétés exposées à l'Europe non Euro** : Suède, Norvège Danemark. On peut s'intéresser en Norvège à des sociétés comme **Marine Harvest** le leader mondial de la production de saumon ; en Suède, **Nordea** la première banque du pays, Au Danemark **Coloplast** dont l'activité comprend les soins des stomies, l'urologie et les soins des troubles de la continence et les soins des plaies et de la peau.

**Des actions exposées à l'Europe de l'Est.** Ces pays ont restauré une grande

partie de leur compétitivité vis à vis de l'Asie. Les fonds spécialisés sur cette zone sont surpondérés sur la Russie. C'est pourquoi il vaut mieux s'intéresser directement à des actions en Pologne, Hongrie et Bulgarie. En Pologne, de nombreux secteurs sont attractifs notamment dans les banques : **Alior Bank, Bank Millenium, Bank Polska Kasa, Bank Zachodni, PKO Bank Polski**; les services financiers: **Bank Handlowy Warszavie, BRE Bank, Getin**; la chimie: **Boryszew, Grupa Azoty**; la construction: **Budimex**; l'immobilier: **Echo Investment, Globe Trade center**; **Retailer: CCC, Eurocash**, les logiciels: **Sygnity**; les télécoms: **Enea (mobile), Orange Polska (fixe)**,

**En Turquie**, il faudra revenir sur le marché si le pétrole continue de baisser

**Des obligations en Renminbi.** La monnaie chinoise ne finance pour l'instant que 1,6% du commerce mondial mais déjà le tiers du commerce de la zone Asie.

**Des obligations des pays de l'Europe de l'Est** rapportent autour de 4% sur 10 ans

**Ce sont désormais les juges qui gèrent les entreprises françaises**

Les dernières décisions de justice vont toujours dans le même sens

**Continental** : l'usine de Clairoix dans l'Oise avait été fermée en 2010 pour s'adapter à la crise qui touchait le secteur automobile. La cour d'appel vient de rejeter le motif économique du licenciement de 683 salariés. Il s'agit de la quatrième décision de justice qui remet en cause une décision de gestion. Comme l'a dit la CFTC « C'est une belle leçon pour tous les patrons qui agissent en voyou »....

**Sanofi** : le plan social mis en place par Sanofi pour restructurer ses activités de recherche a été invalidé par la justice. C'est une première car il avait fait l'objet d'un accord majoritaire des syndicats sur les mesures d'accompagnement .

C'est en raison de ces décisions et de ces commentaires que l'économie française offre une image catastrophique et attire des commentaires très sévères. La France est « sclérosée, sans espoir et déprimée » a dit le patron des grands magasins John Lewis de retour d'un séjour à Paris...

**Les prochaines étapes**

En Ukraine les élections auront lieu le 26 octobre ; le budget de la France



pour 2015 fera l'objet le 29 octobre de commentaires de la part de la Commission Européenne ; les résultats de la revue d'actifs des banques européennes seront publiés le 6 novembre. Chacun de ces événements peut avoir un effet très déstabilisant pour les marchés .

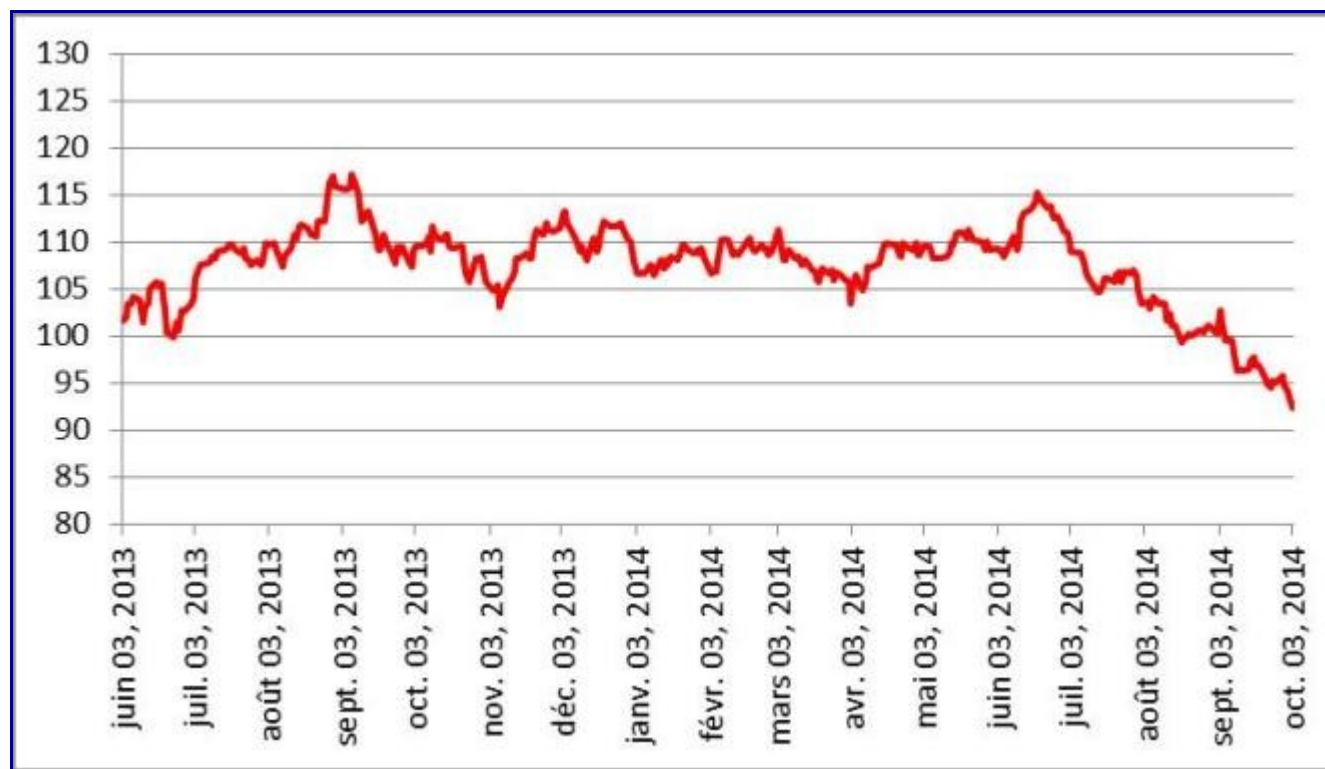
A suivre de près...

## Arabie Saoudite : guerre des prix du baril pour des parts de marché ?

Par Aymeric de Villaret Publié le 6 octobre 2014 Contrepoints

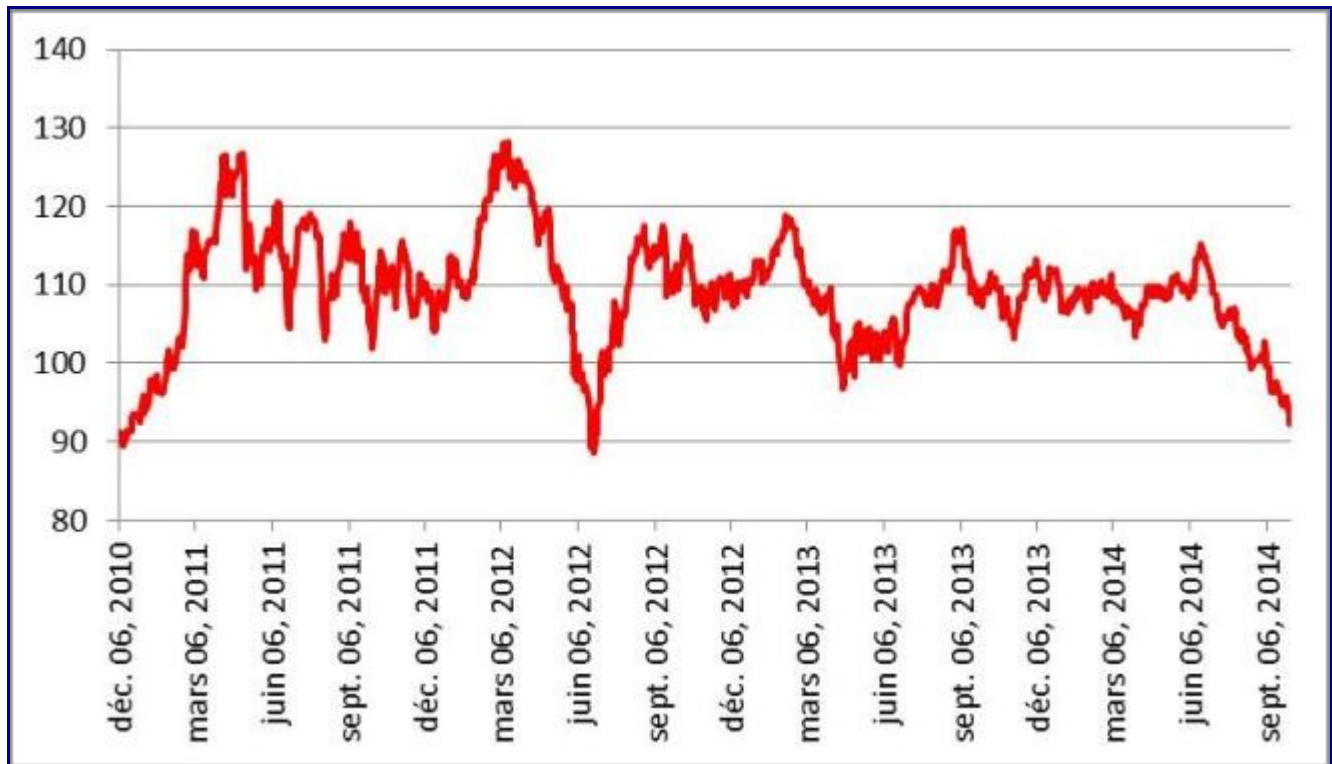
**Le cours du baril de Brent approche les 90\$ alors que l'Arabie Saoudite vient de baisser ses prix à ses clients asiatiques... Sont-ce les prémices d'une guerre des prix face à la montée de puissance de la production d'huile de schiste américaine ?**

Les marchés sont quelque peu surpris de la baisse continue, depuis le haut des prix de cet été au plus fort de la peur de manquer de pétrole, lorsque les armées de Daech étaient aux portes de Bagdad.



Évolution du cours du Brent en \$/baril depuis juin 2013 (Source : EIA)

En ce début octobre, les marchés pétroliers retrouvent les niveaux qui étaient les leurs en décembre 2010 et juin 2012 :



Notons que ces incursions, intervenant après des périodes de forte baisse (>20\$), n'ont pas duré avec à chaque fois un retour dans la bande 100 -120 \$/baril.

### **Pourquoi cette chute ?**

#### **Pas de soucis du niveau de l'offre**

1. Les inquiétudes sur un arrêt des exportations irakiennes ont disparu et les frappes des pays occidentaux « rassurent ».
2. La Libye n'a jamais autant produit et, en septembre, sa production est en hausse de 280 kb/j.
3. De son côté, l'Irak exporte de plus en plus depuis ses terminaux du sud et le Kurdistan a augmenté sa production !
4. Mais surtout l'Arabie Saoudite a accru de manière informelle sa production de manière à être prête à compenser tout arrêt possible de production dans les autres pays... L'Arabie a invoqué aussi un retour de la demande en vue de l'hiver et de l'arrêt de la maintenance des raffineurs.

**Ces facteurs sont interprétés comme des signes de non-réduction à venir de la part du « *swing producer* » de l'OPEP.**

5. La production russe de brut n'est pas du tout affectée par la crise ukrainienne.
6. Les États-Unis continuent de voir leur production d'huile de schiste progresser, et de plus en plus à tel point que le 9 septembre, l'EIA (Energy Information Administration), dans sa revue *World Energy Outlook 2014*, a revu à la hausse de 250 kb/j la production de pétrole du pays pour 2015 à 9,53 Mb/j soit 1 Mb/j de plus qu'en 2014. Il y a un mois cette même EIA avait prédit que la croissance annuelle ralentirait...

### **Craintes sur la demande**

- L'Europe a du mal à redémarrer.
- La Chine a importé moins de brut.
- Le Japon a eu une baisse de son PIB au T2.

### **Les signes de l'Arabie Saoudite avant la réunion de l'OPEP du 27 novembre**

À l'annonce d'une offre non réduite (voir plus haut), vient de s'ajouter début octobre une réduction des prix par l'Arabie Saoudite de son brut livré à ses clients asiatiques !

Le message perçu a été que le royaume ne serait pas prêt de couper sa production malgré la baisse des prix, pour ne pas perdre de parts de marchés devant la montée de production de l'huile de schiste américaine...

### **Réunion de l'OPEP le 27 novembre 2014**

Lors de la dernière réunion de l'OPEP le 11 juin dernier, le ministre du pétrole d'Arabie Saoudite Ali Al-Naimi avait indiqué que « *100 dollars, 110 dollars, 95 dollars, c'est un bon prix* ».

À 90-95 \$, les prix sont donc « presque bons » et comme l'expliquait un représentant d'un pays membre début septembre : « *La baisse des cours est temporaire. Ils sont encore dans une fourchette acceptable. Il n'y a pas de véritable crainte.* »

### **Conclusion**

Difficile de prédire l'avenir... L'expérience du passé a démontré qu'il fallait

être prudent quand les marchés étaient en voie de transformation, c'est-à-dire, si un des acteurs majeurs de ces marchés changeait de politique. Telles sont les interrogations d'aujourd'hui sur l'Arabie Saoudite et un éventuel désir de guerre des prix pour maintenir ses marchés... Ce que nous pouvons dire, et ces dernières années l'ont montré, c'est que toute chute excessive (à l'image de celle de 2008-2009) entraîne une baisse des investissements et donc un rebond. Est-ce que les marchés sont prêts à tester la volonté de l'OPEP et de l'Arabie Saoudite avant fin novembre ?

## **10 raisons de rester en ville en cas de chaos**

Publié par [Pierre Templar](http://survivreauchaos.blogspot.fr) 30 juin 2014 <http://survivreauchaos.blogspot.fr>

Si vous habitez une grande ville ou même une banlieue, alors on vous a sûrement répété à maintes reprises qu'en cas de chaos, la première chose à faire était d'en sortir.

C'est en général le premier conseil que les apprentis survivalistes reçoivent de leurs aînés, avant de le propager à leur tour comme un fait évident.

Aujourd'hui, nous allons nous pencher plus en détail sur cette fausse évidence et voir pourquoi, en dépit de la croyance populaire, quitter la ville serait probablement la pire des choses que vous puissiez faire dans une situation de chaos...

C'est une hypothèse qui semble ne souffrir d'aucune discussion dans le milieu survivaliste : les grandes villes vont être un cloaque de désordre et de chaos, une véritable bombe à retardement virtuelle prête à détruire tous ceux qui y vivent.

La stratégie recommandée dans les milieux autorisés serait que chacun épaulé son sac d'évacuation, et fuie avec armes et bagages vers l'incontestable nirvana que représente la campagne. Comme si d'une certaine manière, tout allait bien se passer une fois loin de l'effrayante cité...

On pourrait s'interroger sur les causes réelles d'un tel engouement pour la verte au détriment de la ville. Il semble que les survivalistes n'aient retenu que les arguments en faveur de la première, et je pense personnellement qu'ils relèvent davantage du mythe que de la réflexion véritable. A moins que cet attrait ne soit l'expression des frustrations refoulées que ne peut manquer d'éprouver le citadin privé du chant des oiseaux et des faveurs de la fermière...

Voici les **10 meilleures raisons** pour lesquelles vous auriez à mon avis plus de chances de vous trouver en sécurité là où vous êtes après un effondrement du système... même si c'est dans une grande ville :

## 1/ Les stocks

Si vous êtes un survivaliste, vous avez sûrement constitué des stocks de nourriture et fournitures diverses. Peut-être même sont-ils conséquents. Soyons réaliste, quelle quantité de tout cela pourriez-vous emporter dans votre véhicule ou votre sac à dos ? D'autre part, pourquoi faire autant de préparatifs si c'est pour les laisser derrière soi, à la maison, juste quand vous en aurez le plus besoin ?

## 2/ Les faits

Les derniers conflits européens ont clairement démontré que les zones rurales étaient en réalité **beaucoup plus dangereuses** que les villes.

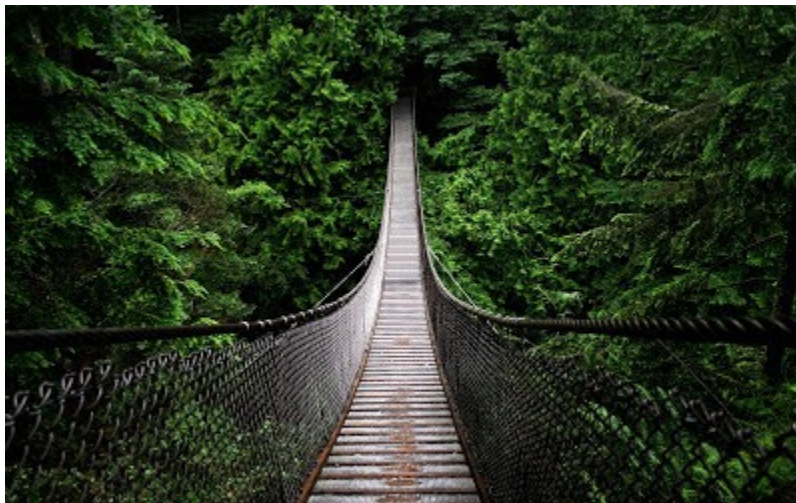
Il s'est trouvé deux raisons principales à cela, qui sont 1) Le manque de population, entraînant la difficulté de se regrouper en communautés de défense, et 2) L'absence de relations commerciales entre les personnes, limitant ainsi le renouvellement des stocks.

Le résultat est qu'elles ne pouvaient tout simplement pas se défendre contre leurs agresseurs. A ce sujet, il ressort également que les crimes en zone rurale sont globalement plus violents que ceux perpétrés en ville.

Difficile à concevoir ? Je vous l'accorde. Pourtant, tout cela constitue des faits démontrés par la réalité du terrain, qu'il serait particulièrement irresponsable de ne pas prendre en compte. Il n'est pas question de nier en bloc l'opportunité des BAD, mais il faut aussi reconnaître qu'elles présentent certains risques, qui ne sont pas aussi minimes que les bouquins dédiés au survivalisme le prétendent généralement.

### **3/ Le lieu de destination**

Où comptez-vous aller ? C'est bien beau d'avoir prévu de quitter la ville, mais avez-vous au moins un endroit où aller ? Partir pour s'installer en pleine forêt est une idée plus que stupide, dont nous avons déjà parlé. A moins d'avoir un point de chute à la campagne prêt à vous accueillir et parfaitement aménagé, tout ce que vous allez faire c'est abandonner un abri confortable pour vous enterrer vous et votre famille au milieu de nulle part.



### **4/ L'union fait la force**

Peu importe que vous soyez Rambo en personne et pensiez pouvoir défendre votre position avec une main attachée derrière le dos. Pour ce qui est de la sécurité, c'est le nombre qui fait la différence. Dans un vrai scénario de chaos

marqué par l'absence de règles de droit, vous pouvez être sûr que les gens qui n'ont rien vont se regrouper en bandes pour prendre les provisions des autres par la force. Cela a été maintes et maintes fois vérifié lors de catastrophes naturelles à travers le monde.

La seule chance de s'en prémunir est de **constituer une communauté de gens animés des mêmes intentions et qui sont prêts à s'entraider**. Est-il plus probable que vous trouviez cette communauté parmi vos voisins actuels, ou parmi des groupes soudés d'agriculteurs qui ne vous connaissent pas et vous voient pour la première fois ? Personnellement, je parierais plutôt sur les premiers...

Les conflits que j'ai évoqués ont aussi montré que les proches voisins habitant en ville se regroupaient spontanément pour partager des ressources, se défendre, et même pour embaucher au besoin des gardes du corps privés en mettant leurs moyens en commun (voir à ce sujet "[La stratégie du loup solitaire en cas de chaos](#)"). Cette solution me paraît beaucoup plus sûre pour une famille et son chef, plutôt qu'être isolé dans la verte ou en compagnie de parfaits inconnus dans un recoin du pays.

## **5/ Le danger de se déplacer**

Le fait de quitter l'endroit où vous vivez, que ce soit la ville ou la campagne, constitue l'un des plus gros défis sécuritaires que vous pourriez relever. Beaucoup dans le milieu de la survie pensent à l'évacuation comme une solution, mais c'est loin d'être le cas. En fait, cela ne fait qu'augmenter les risques. Bien sûr, si vous disposez d'une BAD aménagée avec un groupe de survivalistes qui vous y attend (ainsi qu'une **milice armée** pour la défendre), le problème est différent. Une fois que vous y serez, vous pourriez effectivement vous y trouver mieux ou plus en sécurité qu'à votre lieu de départ. Mais encore faut-il que vous puissiez y arriver...

Pendant tout le temps que durera votre trajet, vous allez être complètement exposé, avec une quantité limitée de ressources. A ce stade, vous ne serez toujours qu'un portefeuille / porte-viande ambulant pour tout individu

malveillant qui va croiser votre route. Tout ce que vous pourriez chercher dans un endroit éloigné -armes, munitions, équipements - se trouvent déjà chez vous et dans votre voisinage, à portée de main !

Personnellement, je ne verrais pas l'intérêt d'entreprendre un long et périlleux voyage pour me retrouver à un quelconque endroit avec moins de monde.

## **6/ La connaissance de l'environnement**

Connaissez-vous bien la région où vous comptez vous installer ? Si vous êtes comme la plupart des rats de ville, vous connaissez probablement votre quartier comme le fond de votre poche. Tellement bien que vous pourriez vous y aventurer les yeux fermés. Vous savez où se trouvent les fontaines éventuelles, les magasins d'alimentation, les sources d'approvisionnement potentielles, et au besoin, les endroits où vous pourriez vous cacher en dehors de votre domicile.

**Vous ne connaîtrez rien de tout cela si vous partez pour un lieu inconnu.** La connaissance de son environnement est une chose importante, plus encore dans une situation de chaos. Quantités de batailles ont été gagnées par des peuples envahis grâce à leur maîtrise du terrain, en dépit de forces adverses bien supérieures en nombre ou en équipements. Je préférerais toujours me trouver dans un endroit familier plutôt qu'en terre inconnue.





## **7/ Le temps pour se préparer**

L'avantage énorme que procure le fait de rester sur place est que cela vous permet de préparer **dès maintenant** l'endroit où vous vivez en vue d'un chaos futur. Essayer de renforcer une position pendant une crise est beaucoup plus difficile qu'en temps de paix. Dès lors, si le chaos vient à s'installer, vous serez prêt à l'affronter.

## **8/ La restauration de la société**

Une apocalypse réelle du style déluge à la Noé n'est pas l'hypothèse que je retiendrais en premier. Même en cas d'évènement grave, l'idée que l'organisation de la société, le gouvernement, les services et les communications ne soient JAMAIS restaurés est pratiquement impossible. L'ordre finira forcément par revenir et petit à petit, la vie retournera à une certaine normalité, même avec un niveau de technicité beaucoup moins élevé.

Quels sont les endroits qui "récupéreront" le plus vite ? L'expérience a montré que les villes retrouvaient plus rapidement leurs infrastructures après des guerres ou des catastrophes naturelles. Si votre but est de vite oublier les temps difficiles, alors vous aurez à attendre davantage si vous vivez à la

campagne (dans l'hypothèse où nous serions encore en vie, bien entendu...)

## 9/ La terre est privée

La plupart des survivalistes justifient une base de survie en campagne sous prétexte que cette dernière offre beaucoup plus de ressources par rapport à la ville. Cela pourrait être vrai bien qu'à mon avis, l'idée soit très contestable. Mais même si cela est exact, **cela ne signifie pas que ces ressources seront vôtres**. Ne croyez pas que vous allez prendre la tangente dans la verte, et commencer à labourer le champ d'un fermier, pêcher et chasser sur ses terres en toute quiétude.

Les gens de la campagne défendent ce qui leur appartient ; ils sont fiers, possèdent des armes, connaissent parfaitement leur domaine et sont habitués à le défendre. Il est tout à fait déraisonnable de penser que juste parce que la campagne dispose de ressources, vous allez pouvoir y mettre la main dessus.

## 10/ Un plan pour le départ

L'idée d'évacuer est tout à fait valable dans certaines situations, et nous aurons l'occasion d'y revenir. Si votre habitat a été définitivement compromis, s'il n'est plus sécurisé, ou que le risque d'y rester est plus grand que celui de le quitter, alors vous devez partir. J'espère seulement que vous aurez établi un plan en vue de cette éventualité...

A présent, mettons les choses au clair. Les raisons que je viens d'énoncer ne signifient absolument pas qu'une résidence en ville est plus opportune en cas d'effondrement du système qu'une base à la campagne qui disposerait de ses propres terres et ressources. Si vous en êtes au stade de choisir un lieu dans l'idée d'en faire une retraite pour les temps difficiles, alors choisissez-le en dehors d'une grande ville, ou du moins dans un environnement qui se situe quelque part entre la zone très rurale et le village ou la petite ville.

Vous serez probablement moins soumis aux règles et aux excès de

règlements, et disposerez de plus de privacité dans vos affaires. Vous aurez plus de liberté pour aménager des systèmes autonomes tels que jardin potager, récupération d'eau de pluie, énergies alternatives, réserves de gibiers et de poissons, élevage, etc. Tout cela vaut de l'or dans un scénario de chaos, **à condition de pouvoir le défendre...**



Cependant, les systèmes que je viens d'énoncer demandent du temps pour être mis en place. Vous ne pouvez pas choisir un mode de vie citadin, et au moment où survient un désastre, vous improviser soudainement gentleman farmer en disant : "Tiens, la campagne serait pas mal, allons voir ce qui s'y passe...". Certainement pas. Lorsque les lumières vont s'éteindre, vous devrez faire avec ce que vous avez là où vous êtes, ce qui est le sujet principal de cet article.

Le point important à se rappeler lorsqu'il s'agit d'évacuer à partir d'une ville ou d'une situation en particulier est que **TOUT est lié à cette situation**. C'est bien de tirer des plans sur la comète et de se préparer, mais comme le dit le dicton : "Le meilleur plan ne tient jamais au contact de l'ennemi". On peut essayer de planifier autant que l'on peut, mais on ne saura jamais ce qu'il adviendra lorsque le chaos va frapper à notre porte.

Tout désastre porte en lui son lot de spécificités, et chaque personne est différente. Nous vivons à des endroits différents, en compagnie de familles et

de communautés différentes. Le plan qui me conviendrait le mieux pourrait ne pas être le meilleur pour vous, ce qui rend sans fin le débat classique lié à l'opportunité d'évacuer.

Rester là où l'on se trouve est presque toujours la meilleure solution, ce qui ne signifie pas pour autant que cela ne puisse pas changer au cours d'une situation de chaos. **Planifiez de rester là où vous êtes**, aménagez cet endroit, et tenez-vous prêt à évacuer si nécessaire. Mais au-delà de tout ce qui vient d'être dit, restez conscient et ne vous laissez pas mener en bateau par la mode commerciale du "Bug-Out-Bag".

Mon but n'est pas de vous convaincre de rester en ville, en vous listant ses avantages éventuels par rapport à la campagne. Certainement pas. Mais plutôt de vous inviter à aller au-delà des apparences, ou des idées communément admises dans le milieu du survivalisme. D'une façon générale, c'est le but de ce blog, à travers ses différents articles.

La notion d'évacuation ne devrait occuper qu'une place secondaire dans le débat. Être un survivaliste signifie avant tout être autonome, y compris pour ceux qui vivent dans une grande cité. Si tel est le cas, mettez sur pied votre propre version urbaine d'approvisionnement en eau et nourriture, et si le chaos frappe un jour à votre porte, réfléchissez à deux fois avant de quitter la maison...